

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967

12 JANVIER 1967

BUDGET

du Ministère de la Justice
pour l'exercice 1967.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR M. JEUNEHOMME.

SOMMAIRE.

	Pages
A. Introduction	2
B. Exposé du Ministre	2
I. — Législation	2
II. — Services spéciaux	5
III. — Protection de la jeunesse	6
IV. — Sécurité et police des étrangers	7
V. — Administration pénitentiaire	7
VI. — Lutte contre la criminalité	8
C. Problèmes examinés au cours de la discussion	8
1. La détention préventive	8
2. La vie judiciaire	13
3. Problèmes pénitentiaires	21
4. Questions diverses	24
Annexes	27

(1) Composition de la Commission :

Président : M. De Gryse.

A. — Membres : MM. Charpentier, Cooreman, De Gryse, Duerinck, Hermans, Lefère, Lindemans, Remacle, Saint-Remy. — MM. Boel, Bohy, De Keuleneir, Grusclin, Mathys, Pierson, Terwagne, Vranckx. — MM. Coulonvaux, Defraigne, Jeunehomme, Kempinaire, Van Lidth de Jeude. — M. Leys.

B. — Suppléants : MM. Gribomont, Kiebooms, Meyers, Parisi, Van Lindt. — MM. Glinne, Lamers, Nuyffels, Van Heupen. — MM. Lerouge, Olivier, Pede. — M. Van der Elst.

Voir :

4-VI (1966-1967) :

— N° 1 : Budget.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967

12 JANUARI 1967

BEGROTING

van het Ministerie van Justitie
voor het dienstjaar 1967.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER JEUNEHOMME.

INHOUD.

	Blz.
A. Inleiding	2
B. Uiteenzetting van de Minister	2
I. — Wetgeving	2
II. — Bijzondere diensten	5
III. — Jeugdbescherming	6
IV. — Veiligheid en vreemdelingenpolitie	7
V. — Bestuur der strafinrichtingen	7
VI. — Strijd tegen de misdadigheid	8
C. Tijdens de bespreking behandelde problemen	8
1. Voorlopige hechtenis	8
2. Gerechtelijke activiteiten	13
3. Vraagstukken betreffende de strafinrichtingen	21
4. Diversen	24
Bijlagen	27

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer De Gryse.

A. — Leden : de heren Charpentier, Cooreman, De Gryse, Duerinck, Hermans, Lefère, Lindemans, Remacle, Saint-Remy. — de heren Boel, Bohy, De Keuleneir, Grusclin, Mathys, Pierson, Terwagne, Vranckx. — de heren Coulonvaux, Defraigne, Jeunehomme, Kempinaire, Van Lidth de Jeude. — de heer Leys.

B. — Plaatsvervangers : de heren Gribomont, Kiebooms, Meyers, Parisi, Van Lindt. — de heren Glinne, Lamers, Nuyffels, Van Heupen. — de heren Lerouge, Olivier, Pede. — de heer Van der Elst.

Zie :

4-VI (1966-1967) :

— N° 1 : Begroting.

MESDAMES. MESSIEURS.

A. — INTRODUCTION.

L'examen du présent budget a retenu l'attention de la Commission durant deux séances au cours desquelles le Ministre de la Justice a fait un exposé général, a répondu à une trentaine de questions et a pris acte d'un certain nombre d'observations faites par les membres.

Avant de reprendre l'essentiel de cet exposé et de la discussion ultérieure, il y a lieu de faire quelques remarques d'ordre budgétaire.

Le budget de l'exercice 1967 est arrêté au montant de 4 397 724 000 F.

La comparaison des crédits inscrits au budget de 1967 avec ceux du budget de 1966 ajusté fait ressortir une augmentation de 340 291 000 F.

Par rapport au budget initial de 1966, l'augmentation réelle pour 1967 est de 644 963 000 F, soit une augmentation de 17,1 %.

L'augmentation des crédits résulte principalement de l'influence de la hausse de l'indice des prix de détail sur le taux des rémunérations, de l'exécution de l'accord de programmation sociale et de la hausse des prix.

Les facteurs suivants ont également une répercussion sur le budget :

1°) l'augmentation du nombre des détenus et des enfants placés;

2°) les effets sur toute l'année 1967 de la mise en vigueur de la loi sur la protection de la jeunesse (+ 33 millions pour les comités de protection de la jeunesse par rapport au budget de 1966 ajusté).

Il n'est pas contestable que le budget du Département de la Justice devrait être plus élevé.

Son niveau actuel empêche la réalisation de nombreux souhaits si souvent émis, dans de nombreux domaines, où la vigilance de l'État ne devrait pas être prise en défaut.

Si le Ministre de la Justice n'a pas exprimé cette pensée de cette façon, il est permis à votre rapporteur de le faire, en tenant compte des interventions faites lors de l'examen du présent budget, et en se souvenant aussi des débats relatifs aux budgets précédents.

B. — EXPOSE DU MINISTRE.

Le Ministre de la Justice déclare vouloir faire à la Commission un exposé général et donner une vue d'ensemble des problèmes concrets qui se posent dans les différents secteurs de son Département.

A propos de chacun d'eux, il dira quelles sont les réalisations en cours, les matières en chantier et les intentions ou objectifs d'avenir.

I. — En ce qui concerne la législation.

a. — L'importante loi portant réforme du Code judiciaire a fait l'objet de travaux assidus de la Commission de la Justice de la Chambre et de la Commission mixte Chambre-Sénat. Le Département a apporté à ces travaux le concours de ses experts.

DAMES EN HEREN.

A. — INLEIDING.

De Commissie wijdde twee vergaderingen aan het onderzoek van het onderhavige begrotingsontwerp. In de loop daarvan hield de Minister een algemene uiteenzetting, antwoordde op een dertigtal vragen en nam akte van een aantal door de leden gemaakte opmerkingen.

Alvorens de essentiële punten van die uiteenzetting en van de daaropvolgende bespreking aan te vatten, moeten enkele aantekeningen worden gemaakt.

De begroting voor het dienstjaar is vastgesteld op een bedrag van 4 397 724 000 F.

De begrotingskredieten voor 1967 vertonen, in vergelijking met de aangepaste kredieten voor 1966, een stijging met 340 291 000 F.

Vergeleken met de oorspronkelijke begroting voor 1966 bedraagt de werkelijke verhoging voor 1967 644 963 000 F, dit is 17,1 %.

De vermeerdering van de kredieten is hoofdzakelijk te wijten aan de stijging van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen op het bedrag der bezoldigingen, de uitvoering van het akkoord inzake sociale programmatie en aan de prijsstijging.

De volgende factoren hebben eveneens een weerslag op de begroting :

1°) het stijgende aantal gedetineerden en geplaatste kinderen;

2°) de gevolgen, voor het ganse jaar 1967, van de inwerkingtreding van de wet betreffende de jeugdbescherming (33 miljoen meer voor de jeugdbeschermingscomités in vergelijking met de aangepaste begroting voor 1966).

Het staat buiten kijf dat de begroting voor het Departement van Justitie meer zou moeten bedragen.

Het huidige bedrag belet de vervulling van talrijke zo vaak naar voren gebrachte wensen betreffende menig gebied waarop de waakzaamheid van de Staat niet tekort zou mogen schieten.

Al heeft de Minister van Justitie die mening niet aldus uitgesproken, dan moge Uw verslaggever dat toch doen, gelet op de betogen bij de bespreking van deze begroting zomede op de bespreking van de vorige begrotingen.

B. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER.

De Minister van Justitie verklaart dat hij voor de Commissie een algemene uiteenzetting zal houden met een overzicht van de concrete problemen welke in de verschillende sectoren van het Departement rijzen.

Voor elk daarvan zal de Minister mededelen wat thans wordt uitgevoerd, wat op het getouw staat en wat de toekomstplannen en doelstellingen zijn.

I. — Op het gebied van de wetgeving.

a. — De Kamercommissie voor de Justitie en de Gemengde Commissie van Kamer en Senaat hebben zich onverpoosd beziggehouden met het belangrijke wetsontwerp houdende het Gerechtelijke Wetboek. Deskundigen van het Departement hebben hieraan hun medewerking verleend.

Le Ministre rend à cette occasion, un particulier hommage à M. le Commissaire royal Krings qui consacre bénévolement un temps considérable et apporte un concours décisif à l'aboutissement de ces travaux.

Le Ministre annonce aussi qu'un groupe de travail se préoccupe depuis plusieurs semaines, au Ministère de la Justice, des mesures propres à une mise en application de la loi dans les délais raisonnables et aussi des incidences financières de la mise en œuvre du nouveau Code.

b. — Le projet relatif à l'adoption est en discussion à la Commission du Sénat.

C'est une matière socialement importante et son étude approfondie progresse de façon satisfaisante.

c. — Il en est de même du projet de loi relatif aux contrats matrimoniaux.

Des amendements importants ont été déposés par le Gouvernement. Il s'agit de mesures qui s'incrivent dans un ensemble destiné à reconnaître et consacrer les droits de la femme dans un concept général mieux en rapport avec les idées de notre temps.

d. — La Commission de la Justice de la Chambre est saisie du projet de loi sur les tests de l'haleine en vue de lutter contre les méfaits dramatiques de l'ivresse au volant.

Outre les études juridiques auxquelles il s'est livré, le Ministère de la Justice se préoccupe d'études pratiques et concrètes visant à déterminer les critères les plus efficaces. Les résultats en seront exposés à la Commission à l'occasion de la poursuite de la discussion du projet.

Tels est le résumé de l'état des projets déjà soumis au Parlement.

D'autres non moins importants sont à l'étude.

1. — Le Code d'instruction criminelle dont la réforme est confiée à M. le Procureur Général Bekaert.

Le Procureur Général Bekaert s'est vu adjoindre cinq magistrats et un timing des travaux a été établi.

2. — La réforme du droit des sociétés a fait de notables progrès. Les sections spécialisées pourront vraisemblablement remettre à la fin de l'année à la Commission centrale que préside le Président Struye, l'ensemble de leurs travaux.

D'une conversation récente avec le Président du Sénat, le Ministre croit pouvoir conclure que cette réforme pourra être soumise encore au cours de cette session à la discussion de l'Assemblée.

3. — Le statut de la femme a fait l'objet de textes juridiques nouveaux fondés sur l'égalité des droits reconnus à l'épouse. C'est ainsi que des modifications ont été apportées en matière de contrats matrimoniaux et de statut de la femme mariée, notamment en ce qui concerne la gestion des biens. Il reste à modifier dans la même optique le régime des droits successoraux en faveur du conjoint survivant qui, dans notre régime actuel, est mal traité.

4. — La loi de 1919 sur l'alcool qui a rendu d'inappréciables services paraît devoir être adaptée aux conditions nouvelles de notre époque. Les services de la législation en ont remis l'étude sur le métier.

Un aspect particulier de l'activité du Département de la Justice est rarement mis en valeur, à savoir le rôle de plus en

De Minister neemt de gelegenheid te baat om een bijzondere hulde te brengen aan Koninklijk Commissaris, de heer Krings, die, zonder vergoeding, veel tijd opoffert en een beslissende medewerking verleent om die werkzaamheden tot een goed einde te brengen.

De Minister deelt eveneens mede dat een werkgroep op het Ministerie van Justitie sinds enkele weken bestudeert welke de gepaste maatregelen zijn om de wet binnen een redelijke termijn toe te passen en welke financiële weerslag de inwerkingtreding van het nieuwe Wetboek zal hebben.

b. — Het ontwerp betreffende de adoptie wordt in de Senaatscommissie behandeld.

Het gaat hier om een materie die, sociaal gezien, belangrijk is en waarvan de grondige studie goede vorderingen maakt.

c. — Dit is eveneens het geval met het wetsontwerp betreffende de huwelijkscontracten.

De Regering heeft belangrijke amendementen voorgesteld. Het betreft hier maatregelen welke deel uitmaken van een regeling die ertoe strekt de rechten van de vrouw te erkennen en te bevestigen in een algemene opvatting die beter met de ideeën van onze tijd strookt.

d. — Bij de Kamercommissie voor de Justitie is ahangig het ontwerp van wet op de ademtest, ter bestrijding van dramatische gevolgen van de dronkenschap aan het stuur.

Benevens juridische maakt het Ministerie van Justitie ook praktische en concrete studies met het oog op het bepalen van de meest doeltreffende criteria. De resultaten hiervan zullen in de Commissie uiteengezet worden bij de bespreking van het ontwerp.

Dat is de samenvatting van de stand van de reeds bij het Parlement ingediende wetsontwerpen.

Andere, even belangrijke, ontwerpen zijn ter studie.

1. — Het Wetboek van strafvordering, waarvan de omwerking werd opgedragen aan procureur-generaal Bekaert.

Vijf magistraten zullen procureur-generaal Bekaert bijstaan, en er is een tijdschema vastgesteld voor de werkzaamheden.

2. — Inzake herziening van het vennootschapsrecht is flinke vooruitgang geboekt. De gespecialiseerde afdelingen zullen waarschijnlijk tegen het einde van het jaar hun gezamenlijk verslag kunnen voorleggen aan de centrale commissie, die onder het voorzitterschap staat van de heer Voorzitter Struye.

Uit een gesprek dat hij onlangs met de Voorzitter van de Senaat voerde, meent de Minister te kunnen afleiden dat bedoelde hervorming nog tijdens deze zitting aan de Vergadering zal kunnen worden voorgelegd.

3. — Inzake het statuut van de vrouw zijn nieuwe juridische teksten ingediend, die rekening houden met de aan de echtgenote verleende rechtsgelijkheid. Daarom worden wijzigingen voorgesteld in het huwelijksgoederenrecht en in het statuut van de gehuwde vrouw, met name wat betreft het beheer van de goederen. Ook het erfrecht van de overlevende echtgenoot die onder de huidige regeling benadeeld is, moet met hetzelfde doel worden gewijzigd.

4. — De van 1919 daterende alcoholwet, die onschatbare diensten heeft bewezen, moet blijkbaar aan de nieuwe eisen van onze tijd worden aangepast. Het Bestuur der wetgeving heeft de studie ervan opnieuw aangevat.

De activiteiten van het Departement van Justitie vertonen een bijzonder aspect, dat zelden in het licht wordt gesteld,

plus important que le Ministère de la Justice est appelé à jouer sur le plan international.

Que ce soit dans le cadre de Benelux, du Marché Commun, du Conseil de l'Europe ou de l'O. N. U., une volonté d'unification des législations se manifeste que le Gouvernement et le Ministère de la Justice en particulier, encouragent et favorisent.

Cette évolution nouvelle du droit dans le sens de la coopération se manifeste de multiples façons.

a. — Et tout d'abord par un échange intensifié de documentations de tous genres, aussi bien dans le domaine jurisprudentiel que dans le domaine législatif et doctrinal.

A titre d'exemple, on peut citer le problème des sociétés de personnes à responsabilité limitée où on cherche à harmoniser les règles en vigueur dans les différents pays.

De même, une étude très poussée est en cours pour aboutir à une compréhension et à une définition commune des notions essentielles à base de la plupart des conventions, notamment en matière de résidence et de délais.

De même encore, le Conseil de l'Europe par la méthode de diffusion de questionnaires précis, s'efforcera d'harmoniser les sanctions pénales en matière de circulation routière.

b. — Cette idée de coopération se traduit aussi par une poussée, dans tous les domaines du droit, d'un souci d'harmonisation, voire d'unification.

Dans le domaine du droit commercial, le point capital est celui de la législation sur les sociétés commerciales.

Mais en matière de ventes internationales, de contrats de commissions, de contrats d'agences, etc... des progrès considérables ont été accomplis. Sur le plan de la C. E. E., des études sont en cours visant notamment à réaliser l'unification des règles relatives aux contrats d'assurance, aux statuts des hôteliers, à la faillite et à la fusion des sociétés. Des projets de convention sont ou vont être incessamment mis au point; de même un groupe de travail de la C. E. E. a entamé le vaste problème de la création d'une forme nouvelle de société commune aux Six : la société de type européen.

Dans le domaine du droit civil, c'est en matière d'état des personnes que le rapprochement des législations a pris un essor tout particulier.

Mais une loi uniforme Benelux sur la vente et surtout le mouvement en faveur d'une responsabilité objective en certaines matières, telles que les responsabilités nucléaires et la responsabilité des automobilistes, prouvent que d'autres secteurs importants du droit civil sont affectés, eux aussi, par ce mouvement d'unification. A propos, notamment, du problème de la responsabilité des automobilistes et du projet du Professeur Tunc, le Ministre souligne combien les études doivent être poussées et combien la prudence s'impose en une matière dont les répercussions sociales risquent d'être importantes.

Sur le plan de droit international privé, de l'établissement des étrangers, de la procédure et de l'entraide judiciaire en matière civile et pénale, la tendance au rapprochement des législations s'est aussi manifestée et les services du Ministère de la Justice prennent une part active aux travaux entrepris en ce sens.

Le Ministre rappelle enfin le rôle actif qui lui incombe devant la Commission et la Cour Européenne des Droits de l'Homme, et dans diverses instances internationales.

nl. de steeds grotere rol die door het Ministerie van Justitie op internationaal gebied wordt vervuld.

Zowel in het kader van de Benelux als van de Gemeenschappelijke Markt, de Raad van Europa en de O. V. N. komt de wil tot uiting om eenheid te brengen in de wetgeving. De Regering en de Minister van Justitie in het bijzonder moedigen die wil aan en bevorderen de concretisering ervan.

Deze nieuwe evolutie van het recht in de zin van een samenwerking uit zich op verschillende wijzen.

a. — In de eerste plaats door een drukke uitwisseling van allerlei documentatie, zowel inzake rechtspraak als op het gebied van wetgeving en rechtsleer.

Als voorbeeld kan worden aangehaald het door de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid gestelde probleem, waarbij wordt gestreefd naar harmonisering van de in de verschillende landen geldende voorschriften.

Voorts is een grondige studie aan de gang om tot een gemeenschappelijke opvatting en bepaling te komen van begrippen die ten grondslag liggen aan de meeste overeenkomsten, met name inzake verblijfplaats en termijnen.

Zo is ook de Raad van Europa doende om door middel van precieze vragenlijsten te trachten dat de straffen voor overtreding van de bepalingen inzake wegverkeer worden geharmoniseerd.

b. — De samenwerking komt voorts tot uiting door een verlangen naar harmonisering, ja zelfs van eenmaking, op alle gebieden van het recht.

Inzake handelsrecht is dit voornamelijk het geval met de wetgeving op de handelsvennootschappen.

Doch ook op het gebied van de internationale verkoop, de commissieovereenkomsten, de agentuurovereenkomsten, enz., is aanzienlijke vooruitgang geboekt. In E. E. G.-verband zijn studies aan de gang, met name voor de eenmaking van de voorschriften betreffende de verzekeringsovereenkomsten, de statuten van de hotelhouders, het faillissement en de fusie van vennootschappen. Ontwerp-overeenkomsten zijn uitgewerkt of zullen het eerstdaags worden; voorts heeft een werkgroep van de E. E. G. de studie aangevat van het ingewikkelde probleem van de oprichting van een nieuw type van vennootschap, dat gemeenschappelijk zou zijn aan de Zes : de Europese vennootschap.

Op het gebied van het burgerlijk recht is de toenadering van de wetgevingen vooral opmerkelijk wet betreft de staat van de personen.

Doch een eenvormige Beneluxwet op de verkoop en vooral de evolutie van de mentaliteit ten gunste van de invoering van een objectieve aansprakelijkheid in bepaalde materies, b.v. de nucleaire aansprakelijkheid en de aansprakelijkheid van de autobestuurders, bewijzen dat nog andere belangrijke sectoren van het burgerlijk recht betrokken worden in die eenmakingsbeweging. In verband met het probleem van de aansprakelijkheid der autobestuurders en het ontwerp van Professor Tunc onderstreept de Minister dat een grondige voorbereiding, maar ook omzichtigheid geboden is in een aangelegenheid die zware gevolgen op sociaal gebied met zich kan brengen.

Ook inzake internationaal privaatrecht, vestiging van vreemdelingen, burgerlijke en strafrechterlijke procedure en onderlinge bijstand, kwam de neiging tot toenadering tussen de wetgevingen tot uiting, en de diensten van het Ministerie van Justitie nemen actief deel aan de werkzaamheden in verband daarmee.

De Minister herinnert ten slotte aan de belangrijke rol die hij te vervullen heeft ten overstaan van de Europese Commissie en het Hof van de Rechten van de Mens, alsmede in diverse internationale instellingen.

II. — Services spéciaux.

1. — Dans la magistrature, quarante neuf nouveaux juges ont été nommés ou vont l'être prochainement : trente six en vertu de la loi du 24 juin 1966 pour permettre la mise en application de la législation sur la protection de la jeunesse et treize en exécution de la loi du 1^{er} septembre 1966 pour parer aux besoins les plus urgents de certains tribunaux.

Ceci a permis d'établir un cadre plus juste mais encore provisoire.

La revision des cadres des parquets, des tribunaux de première instance, des greffes de ces mêmes tribunaux, des tribunaux de commerce et des justices de paix a été préparée et les projets sont soumis à approbation de la Fonction Publique.

Est en cours aussi l'octroi du principalat au personnel subalterne des cours et tribunaux.

Enfin, les honoraires et les indemnités allouées en matière de justice ont été majorés de 12,5 %, ce qui porte le taux au coefficient 4,5 par rapport à 1940.

2. — Des bâtiments nouveaux et des modernisations d'immeubles existants sont indispensables dans tous les secteurs d'activité du Département. Un plan quinquennal a été au point avec le Ministre des Travaux publics.

La situation dans ce secteur des bâtiments, est extrêmement préoccupante. Depuis trente ans, rien de neuf n'a pratiquement été fait dans les secteurs de la protection de la jeunesse et des établissements pénitentiaires. Nous nous trouvons en présence de locaux insuffisants, vieilliss, inadaptés et dont la répartition géographique ne permet pas, au surplus, une application satisfaisante des lois linguistiques.

Dès 1966, une augmentation très sensible des crédits mis à la disposition du Département de la Justice par celui des Travaux publics a été obtenue. Ils ont atteint 236 millions en 1966, diminués cependant de 20 % en vertu de dispositions générales applicables à tous les départements.

Pour 1967, les mêmes chiffres ont été retenus. Un tableau des priorités a été établi et le Ministre de la Justice en surveille l'exécution trimestre par trimestre.

Ceci a permis d'entamer certaines réalisations fort importantes, telle la construction de la nouvelle prison de Paifve (70 millions pour la première tranche; 140 millions pour la deuxième tranche).

Mais on se rend compte que la satisfaction du Ministre ne peut qu'être mitigée quand il compare l'ampleur des besoins et le rythme prévisible des réalisations.

En tout cas, l'élan est donné et l'effort sera poursuivi dans le cadre du plan quinquennal.

Il le sera aussi dans le secteur des bâtiments destinés aux cours et tribunaux, police judiciaire, etc... Des acquisitions et des améliorations de locaux existants ont eu lieu en 1966 et d'autres sont prévues pour 1967.

3. — Un effort considérable est accompli pour équiper et moderniser les services centraux aussi bien que les greffes et les services décentralisés. L'usage de la photocopie c'est largement étendu — plus de quatre millions de feuilles en 1966 — permettant une économie de temps et de personnel.

La modernisation des fichiers du casier judiciaire et de la police des étrangers a été poursuivie.

II. — Algemene Diensten.

1. — In de magistratuur zijn negenenveertig nieuwe rechters benoemd of zullen eerstdaags benoemd worden : zesendertig onder hen zijn benoemd krachtens de wet van 24 juni 1966, om de toepassing van de wet op de jeugdbescherming mogelijk te maken, en dertien ter uitvoering van de wet van 1 september 1966, om in de dringendste behoeften van sommige rechtbanken te kunnen voorzien.

Hierdoor kon een passender, maar nog steeds voorlopig kader worden vastgesteld.

De voorbereiding van de herziening der kaders van de parketten, rechtbanken van eerste aanleg en griffies van diezelfde rechtbanken is klaar en de desbetreffende ontwerpen zijn aan het Openbaar Ambt ter goedkeuring voorgelegd.

Ook de toekenning van het principalaat aan het ondergeschikt personeel van de hoven en rechtbanken is aan de gang.

Ten slotte zijn de in gerechtelijke aangelegenheden verleende erelonen en vergoedingen met 12,5 % verhoogd, zodat het bedrag ervan coëfficiënt 4,5 bereikt t.o.v. 1940.

2. — In alle sectoren van het Departement moeten nieuwe gebouwen worden opgericht en bestaande gebouwen gemoderniseerd. In overleg met het Ministerie van Openbare Werken is een vijfjarenplan opgesteld.

De toestand van de gebouwen baart zeer veel zorg. Sedert dertig jaar is op dit gebied nagenoeg niets gedaan in de sector van de jeugdbescherming en de strafinrichtingen. De lokalen zijn ontoereikend, verouderd, niet aangepast aan hun bestemming, en de geografische verdeling ervan maakt bovendien geen bevredigende toepassing van de taalwetten mogelijk.

In 1966 kon worden verkregen dat de kredieten die door het Departement van Openbare Werken ter beschikking van dat van Justitie worden gesteld, aanzienlijk werden verhoogd. Bedoelde kredieten bedroegen in 1966 236 miljoen, evenwel verminderd met 20 % krachtens de algemene bepalingen die gelden voor alle Departementen.

Voor 1967 zijn dezelfde cijfers overgenomen. Er is een prioriteitenschema opgesteld, waarvan de uitvoering telkens per kwartaal door de Minister van Justitie wordt gecontroleerd.

Zodoende konden enkele zeer belangrijke werken worden aangevat, o.m. de oprichting van de nieuwe gevangenis te Paifve (70 miljoen voor de eerste en 140 miljoen voor de tweede tranche).

Doch de Minister is begrijpelijkerwijs maar matig ingenomen met dit alles, wanneer hij de behoeften vergelijkt met het vermoedelijke tempo van de verwezenlijkingen.

Wat daar ook van zij, de impuls is gegeven en de inspanning zal worden voortgezet bij de uitvoering van het vijfjarenplan.

Die inspanning zal eveneens worden voortgezet met betrekking tot de gebouwen die bestemd zijn voor de hoven en rechtbanken, de gerechtelijke politie enz... In 1966 werden gebouwen aangekocht en bestaande gebouwen verbeterd, en dit zal ook het geval zijn in 1967.

3. — Er is een grote inspanning gedaan om zowel de centrale diensten als de griffies en gedecentraliseerde diensten uit te rusten en te moderniseren. Er wordt veel gebruik gemaakt van fotocopieën (meer dan vier miljoen bladen in 1966) waardoor tijd en personeel worden uitgespaard.

Er is verder gewerkt aan de modernisering van het kaartstelsel van het strafregister en van de vreemdelingenpolitie.

Le Ministre attache par ailleurs le plus grand prix aux efforts entrepris en vue de la constitution d'un Centre de documentation juridique, doté des moyens les plus modernes au service de tous ceux qui, journellement, manient les innombrables textes juridiques.

III. — Office de la protection de la jeunesse.

La grande préoccupation du Ministre est la mise en vigueur de la loi du 8 avril 1965. C'est une tâche impressionnante et le Ministre rend hommage aux efforts de son administration et de tous ceux qui sont appelés à participer à cette action.

Quatorze arrêtés royaux et vingt neuf arrêtés ministériels ont été publiés.

Des directives sous forme de circulaires ministérielles ont été données aux autorités judiciaires et un vade mecum a été distribué aux comités de protection de la jeunesse contenant une documentation pratique destinée au bon fonctionnement de ces comités.

Ceux-ci ont été institués dans tous les arrondissements judiciaires du pays et commencent à fonctionner.

Le Conseil national de la protection de la jeunesse a été installé officiellement par le Ministre de la Justice, le 19 octobre 1966.

Les tribunaux de la jeunesse, constitués par quarante-cinq juges dont treize nouveaux, sont entrés en activité.

Dix-huit greffiers nouveaux doivent être nommés dès que l'arrêté royal créant les nouvelles places aura été approuvé par le Département de la Fonction publique et le Comité du Budget.

Un groupe de travail chargé de l'examen des divers problèmes relatifs à l'institution d'une police de la jeunesse a élaboré un projet d'arrêté royal portant statut des officiers et agents de cette police. Enfin, les services sociaux et les secrétaires administratifs près les tribunaux de la jeunesse et les comités de protection ont été mis en place. Au premier septembre, vingt-sept délégués permanents et trente sept agents des secrétariats administratifs avaient été recrutés et ont pu entrer en activité.

Les autres, soit cinquante cinq délégués permanents seront recrutés en 1967, à raison de 25 en janvier et trente en juin.

Quant à l'Administration centrale de l'O. P. J. elle doit faire face à une tâche accrue dans des proportions considérables, pour laquelle d'ailleurs un renforcement des effectifs a été autorisé. Mais, faute de locaux, ce personnel supplémentaire ne peut être engagé, et faute de personnel, des tâches qui devraient être assurées par l'Administration centrale — telle la centralisation de la comptabilité — ne peuvent l'être encore et continuent à peser sur les greffes.

Les démarches pressantes entreprises auprès du Département des Travaux publics laissent heureusement espérer une solution prochaine du problème des locaux et, par voie de conséquence, une solution des difficultés actuelles.

Grâce à l'effort de tous, l'espèce de « pari » que constituait la décision de mise en application de la loi au premier septembre 1966 est en passe d'être gagné.

Selon le Ministre, il doit l'être grâce à la bonne volonté et à la collaboration de tous, car c'est l'avenir de toute une partie de notre jeunesse qui est en jeu et le Ministre ne cache pas son inquiétude devant la courbe ascendante des mineurs placés dans des établissements,

En deux ans, de 1964 à 1966, leur nombre est passé de 10 621 à 14 143.

De Minister hecht bovendien zeer groot belang aan de inspanningen met het oog op de oprichting van een zeer modern uitgerust. Centrum voor juridische documentatie, dat ten dienste zal staan van allen die dagelijks te maken hebben met de ontelbare juridische teksten.

III. — Dienst voor Jeugdbescherming.

De Minister is vooral begaan met het in werking stellen van de wet van 8 april 1965. Dit is een enorme onderneming, waarvoor de Minister hulde brengt aan zijn administratie en aan al degenen die zich voor die taak inzetten.

Er werden veertien koninklijke besluiten en negenentwintig ministeriële besluiten bekendgemaakt.

Aan de rechterlijke autoriteiten werden richtlijnen verstrekt in de vorm van ministeriële circulaires, en aan de jeugdbeschermingscomités werd een vade mecum ter hand gesteld met praktische documentatie om voor de goede werking van die comités te zorgen.

Dergelijke comités zijn in alle arrondissementen van het land opgericht, en de werking ervan komt thans op gang.

De Nationale Raad voor Jeugdbescherming is door de Minister van Justitie officieel geïnstalleerd op 19 oktober 1966.

De Jeugdrechtbanken, die vijftienveertig rechters tellen, o.w. dertien nieuw benoemde, zijn in werking getreden.

Achtien nieuwe griffiers zullen worden benoemd, zodra het koninklijk besluit waardoor de nieuwe posten worden opgericht, goedgekeurd is door het Departement van het Openbaar Ambt en het Begrotingscomité.

De werkgroep die belast is met de studie van de verschillende problemen in verband met de oprichting van een jeugdpolitie heeft een ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt tot vaststelling van het statuut van de officieren en agenten van die politie. Ten slotte werden ook de sociale diensten en de administratieve secretariaten bij de jeugdrechtbanken en de jeugdbeschermingscomités georganiseerd. Op 1 september j.l. waren zevenentwintig vaste afgevaardigden en zevenendertig beambten van de administratieve secretariaten gerecruteerd en in dienst getreden.

De overige vijftienveertig vaste afgevaardigden zullen in 1967 in dienst worden genomen, nl. vijftientwintig in januari en dertig in juni.

Het Hoofdbestuur van de D. V. J. moet het hoofd bieden aan taken die in grote mate zijn toegenomen; voor uitbreiding van het personeel is trouwens machtiging verleend. Meer personeel kan echter niet in dienst worden genomen wegens gebrek aan kantoorruimte, en wegens gebrek aan personeel blijven sommige taken die normaal door het hoofdbestuur moeten worden uitgevoerd, b.v. een gecentraliseerde boekhouding, op de griffies wegen.

De op het Departement van Openbare Werken uitgeoefende aandrang wettigt gelukkig de hoop dat het probleem van de lokalen spoedig zal geregeld zijn, zodat ook de huidige moeilijkheden uit de weg zullen geruimd zijn.

Dank zij de gemeenschappelijke inspanning zal de « weddenschap », waarvan de inwerkingtreding van de wet op 1 september 1966 a.h.w. de inzet was, worden gewonnen.

Volgens de Minister moet die weddenschap worden gewonnen dank zij de goede wil en de medewerking van allen, want de toekomst van een gedeelte van onze jeugd hangt ervan af. De Minister verheelt niet dat hij bezorgd is om het stijgende aantal minderjarigen die in inrichtingen zijn opgenomen.

Van 1964 tot 1966, dus in twee jaren tijds, is hun aantal gestegen van 10 621 tot 14 143.

Aux conséquences humaines et sociales de cet état de fait s'ajoutent des considérations financières : les frais d'entretien, à charge de l'Etat, qui étaient de 387 millions en 1964, seront de plus de 600 millions en 1966.

Ces éléments aussi plaident en faveur d'une application rapide de la nouvelle loi. Dans l'esprit de celle-ci, en effet, le placement du mineur dans un établissement n'intervient que comme ultime mesure, après que les autres moyens dont on dispose se seront révélés inopérants ou inapplicables en l'espèce.

Pour clore ce chapitre, le Ministre revient sur les constatations désolantes qu'il a faites lorsqu'il s'est rendu personnellement dans un certain nombre d'établissements de l'Etat pour jeunes délinquants. Au cours des prochaines années et dans le cadre du plan quinquennal, un effort particulier sera accompli pour redresser la situation.

IV. — Sûreté et police des étrangers.

1. — Le Ministre souligne combien la présence d'un nombre sans cesse accru d'étrangers dans notre pays pose de problèmes à ses services.

En dix ans, ce nombre a plus que doublé. En outre, cette population étrangère se révèle de plus en plus instable. Un tiers des étrangers recensés en Belgique y accomplit un séjour de moins de trois mois.

Les traités internationaux sur la libre circulation des travailleurs, l'installation du Marché Commun à Bruxelles, bientôt celle de l'O. T. A. N. et du S. H. A. P. E., l'implantation d'industries étrangères et l'expansion du tourisme constituent autant de facteurs nouveaux qui provoquent l'installation définitive ou temporaire de ressortissants étrangers en Belgique. On devine combien ces mouvements accroissent la tâche des agents et fonctionnaires de la Police des Etrangers chargés de traiter ces dossiers dans une perspective à la fois humaine et administrative.

C'est pourquoi, le Ministre a introduit, à l'occasion des propositions budgétaires, des demandes d'équipement propres à rationaliser le travail.

2. — La Sûreté de l'Etat, elle aussi, doit faire face, avec des effectifs qui ont été fixés depuis pas mal d'années, à des missions de surveillance et d'études de plus en plus étendues, compliquées et accélérées.

L'installation prochaine du S. H. A. P. E. et des organisations civiles de l'O. T. A. N. en Belgique est de nature à lui valoir encore un surcroît de travail.

Les cadres sont donc à revoir; il faudrait renforcer les services de recherche et les services sédentaires.

Entre-temps, la Sûreté a été dotée d'un nouveau statut qui a fait l'objet de l'arrêté royal du 29 avril 1966.

V. — Administration pénitentiaire.

1. — Le nombre des détenus s'est accru dans des proportions considérables : plus de 20 %.

Or, le personnel de surveillance est trop peu nombreux. A l'heure actuelle, il y a retard de plus de 10 000 jours dans l'octroi des congés et des repos au personnel de surveillance.

Heureusement, le Comité de la gestion budgétaire vient d'approuver le nouveau cadre qui lui avait été soumis. Il reste à obtenir d'urgence les autorisations de recrutement. Le Ministre s'y emploie. Le Comité précité est saisi de la question.

Die toestand brengt niet alleen menselijke en sociale gevolgen met zich, maar ook financiële lasten : de onderhoudskosten zijn ten laste van de Staat en beliepen 387 miljoen in 1964; voor 1966 zullen zij meer dan 600 miljoen bedragen.

En en ander pleit voor een spoedige toepassing van de nieuwe wet. In de geest van die wet is de opnemng van een minderjarige in een inrichting immers een uiterste maatregel, die pas genomen wordt nadat alle andere beschikbare middelen ondoelmatig of ontoepasselijk zijn gebleken.

Tot besluit van dit hoofdstuk komt de Minister nogmaals terug op de bedroevende constataties die hij zelf heeft gedaan bij zijn bezoek aan een aantal Rijksinrichtingen voor jeugdige delinquenten. Om die toestand te verhelpen, zal in de komende jaren een speciale inspanning worden gedaan in het kader van het vijfjarenplan.

IV. — Veiligheid en vreemdelingenpolitie.

1. — De Minister wijst erop dat het steeds toenemende aantal vreemdelingen in België voor zijn diensten problemen doet rijzen.

In tien jaar tijds is hun aantal meer dan verdubbeld. Bovendien blijkt die bevolkingsklasse steeds onstabiel te worden. Een derde van de in België geregistreerde vreemdelingen verblijft er minder dan drie maanden.

De internationale verdragen betreffende het vrije verkeer van werknemers, de vestiging van de Commissie van de E. E. G. — en weldra van de N. A. V. O. en S. H. A. P. E. — te Brussel, de vestiging van vreemde industrieën en de expansie van het toerisme zijn even zoveel nieuwe factoren welke de definitieve of tijdelijke vestiging van vreemde onderdanen in België bepalen. De taak van agenten en ambtenaren der Vreemdelingenpolitie, die de desbetreffende dossiers volgens humane en administratieve normen moeten afhandelen, wordt aldus steeds moeilijker.

Daarom heeft de Minister naar aanleiding van de begrotingsvoorstellen een installatie gevraagd, waardoor het werk kan gerationaliseerd worden.

2. — De Veiligheid van de Staat moet eveneens zien rond te komen met het voor haar sedert tal van jaren vastgestelde effectief, waarmee zij de alsmaar uitgebreider en ingewikkelder toezichts- en studietaken tegen een steeds sneller tempo moet vervullen.

De op handen zijnde vestiging van S. H. A. P. E. en van de burgerlijke organen van de N. A. V. O. in België zal nog meer werk bijbrengen.

Derhalve moeten de personeelsformaties herzien worden; de opsporingsdiensten en de op een vaste plaats werkende diensten zouden versterking moeten krijgen.

Inmiddels heeft de Veiligheid bij koninklijk besluit van 29 april 1966 een nieuw statuut gekregen.

V. — Bestuur der strafinrichtingen.

1. — Het aantal gedetineerden is sterk toegenomen, nl. met meer dan 20 %.

Het bewakingspersoneel is niet talrijk genoeg. Op dit ogenblik is er een achterstand van 10 000 dagen bij de toekenning van vakantiedagen en van rustdagen voor het bewakingspersoneel.

Het Comité voor begrotingsbeheer heeft gelukkig zopas het nieuwe kader dat hem werd voorgelegd, goedgekeurd. Nu moet nog zo spoedig mogelijk machtiging tot aanwerving worden verkregen. De Minister houdt zich bezig met die kwestie, die bij het voormelde Comité aanhangig is gemaakt.

Un premier recrutement de trente agents a déjà été autorisé et opéré pour assurer les remplacements indispensables.

2. — De nouvelles formes de détention ont été utilisées. Il s'agit des arrêts de fin de semaine et de la semi-détention. Au 6 novembre 1966, on comptait respectivement septante-sept et cent cinquante-quatre cas d'application.

3. — Comme il a été dit déjà, un renouvellement des bâtiments est entrepris.

L'établissement de défense sociale de Paifve est en construction. Il aura une capacité d'hébergement de cinq cents places réparties en six pavillons. Son but est de remédier à la surpopulation de l'établissement de Tournai.

Un établissement pour trois cent vingt vagabonds doit être érigé à Saint-Hubert.

Enfin, une nouvelle prison à Jamioux est rendue nécessaire par la vétusté de celle de Charleroi.

4. — Enfin, le Ministre insiste sur l'extension du régime de probation.

Ce système nécessite un accroissement de l'effectif des assistants. Actuellement, il y a vingt-quatre unités réparties dans tout le pays. Le cadre prévoit quarante emplois. Ce chiffre devra être atteint si on veut que soit poursuivie l'application d'une loi dont les tribunaux font, à bon droit, un usage de plus en plus étendu.

VI. — Lutte contre la criminalité.

En raison de la rapidité de déplacement et des techniques modernes utilisées par les milieux criminels, l'action des forces chargées de protéger les citoyens contre ces entreprises criminelles doit être coordonnée, tant au plan international qu'entre les parquets, la police judiciaire, les polices communales, la gendarmerie et les services de la Sûreté.

Le Ministre attache une grande importance à ces problèmes de coordination. Il a participé personnellement à des manœuvres qui ont permis d'apprécier l'efficacité des systèmes d'alerte et de mise en place des dispositifs de verrouillage.

L'équipement des services — charroi automobile, laboratoires, etc., a été modernisé.

Tous ces efforts seront poursuivis en vue de donner aux citoyens le maximum de sécurité.

C. — PROBLEMES EXAMINES AU COURS DE LA DISCUSSION.

1. La détention préventive.

Il s'agit d'un sujet traité chaque année par votre Commission lors de l'examen du budget.

Pourquoi ? Parce que cette matière touche à la liberté individuelle et qu'il convient dès lors d'y montrer la plus grande prudence; parce que — aussi — la possibilité d'abus est souvent évoquée, non seulement par les membres de

Reeds werd machtiging verleend tot het aanwerven van dertig personeelsleden, waartoe reeds overgegaan is, ten einde in de onontbeerlijke vervanging van personeel te kunnen voorzien.

2. — Nieuwe vormen van hechtenis zijn geprobeerd. Het gaat om weekendarresten en beperkte hechtenis. Op 6 november telde men zevenenzeventig, resp. honderd vierenvijftig dergelijke gevallen.

3. — Zoals reeds gezegd werd een aanvang gemaakt met de vernieuwing van de gebouwen.

Thans wordt de inrichting voor sociaal verweer te Paifve opgetrokken. Zij zal ruimte bieden voor vijfhonderd personen, verdeeld over zes paviljoenen. Het doel ervan is de overbevolkte inrichting te Doornik te ontlasten.

Te Saint-Hubert moet nog een inrichting voor driehonderd twintig landlopers opgericht worden.

Ten slotte is een nieuwe gevangenis te Jamioux vereist omdat de gevangenis te Charleroi te oud is.

4. — Tot slot legt de Minister de nadruk op de uitbreiding van het probatie stelsel.

Daartoe moet het aantal probatieassistenten vermeerderd worden. Thans zijn er vierentwintig verspreid over het ganse land. Het kader voorziet in veertig betrekkingen. Dit aantal zal moeten bereikt worden zo men wenst dat de toepassing van een wet, waarvan de rechtbanken terecht steeds meer gebruik maken, verder doorgaat.

VI. — Strijd tegen de misdadigheid.

Ingevolge de snelheid waarmee men zich kan verplaatsen en de moderne techniek waarvan de misdadigers gebruik maken, dient de actie van de organen die belast zijn met de bescherming van de burgers tegen die misdadige drijfverijen, gecoördineerd te worden, zowel op internationaal niveau als onder de parketten, de gerechtelijke politie, de gemeentelijke politie, de Rijkswacht en de diensten van de veiligheid.

De Minister hecht veel belang aan die vraagstukken op het stuk van coördinatie. Persoonlijk heeft hij deelgenomen aan oefeningen waardoor de doeltreffendheid van de alarminrichtingen en van het afsluiten van de wegen kon worden nagegaan.

De uitrusting van de diensten met autovoertuigen, laboratoria enz. werd gemoderniseerd.

Al die inspanningen zullen voortgezet worden ten einde de burgers een zo groot mogelijke mate van veiligheid te verschaffen.

C. — TIJDENS DE BESPREKING BEHANDELDE PROBLEMEN.

1. Voorlopige hechtenis.

Dit onderwerp wordt elk jaar door Uw Commissie besproken bij de behandeling van de begroting.

Waarom ? Omdat de individuele vrijheid ermee gemoeid is en er op dit gebied derhalve zeer omzichtig te werk gegaan moet worden; voorts omdat mogelijke misbruiken vaak worden aangehaald, niet alleen door de Commissieleden,

la Commission mais aussi par plusieurs ministres qui se sont succédé à la tête du Département de la Justice.

Il importe donc d'une part, de rester très proche des principes de base de la loi du 20 avril 1874, et, d'autre part, de faire en sorte que ces principes soient respectés et appliqués partout de la même manière.

L'application des principes a fait l'objet de plusieurs circulaires du Département de la Justice, s'échelonnant de 1892 à 1957.

Il a été jugé opportun, en raison de circonstances que nous allons exposer, d'annexer au présent rapport quelques-unes de ces circulaires.

En outre, certains membres ont émis le doute que les principes soient appliqués de façon identique dans chaque ressort de Cour d'Appel, et ont demandé des statistiques récentes.

Le Ministre a fait remarquer que la question du nombre de détentions préventives dans le ressort de la Cour d'Appel de Liège avait déjà été soulevée au Parlement lors de la discussion du budget pour 1966 (voir rapport de M. Ligot, Doc. Sénat n° 89, session 1965-1966, et annales parlementaires, Sénat, séance du 31 mars 1966; Chambre, séance du 26 avril 1966).

Les statistiques publiées dans le rapport de l'honorable M. Ligot, citant le nombre des détentions préventives de 1958 à 1963, montraient que « si le nombre total des détentions préventives a augmenté en 1959, 1961 et 1962, la situation s'est rétablie par la suite au niveau initial », mais comme le fit remarquer un sénateur, elles montraient aussi que « dans le ressort d'une Cour d'Appel déterminée, le nombre de détentions préventives a augmenté dans une proportion considérable, alors que dans les autres il diminuait sensiblement, ce qui a eu pour conséquence de maintenir le même niveau dans le pays.

Nous démontrerons bientôt que ce sénateur, trompé par des statistiques inexactes, était encore en-dessous de la vérité.

Toujours est-il que le Ministre de la Justice a déclaré à votre Commission qu'il s'était informé auprès des Procureurs Généraux. Il résulte des renseignements fournis au mois de juin 1966 par le Procureur général de Liège que l'augmentation du nombre de détentions préventives révélées par les statistiques publiées dans le rapport précité, provient pour une large part de l'augmentation du nombre de conducteurs de véhicules arrêtés du chef d'ivresse au volant, ces arrestations étant opérées dans le but d'assurer la sécurité routière, même lorsque les conducteurs n'ont pas encore causé d'accident. Selon la même source, cette augmentation provient, d'autre part, de la délinquance des étrangers dont le nombre s'accroît régulièrement, principalement dans l'arrondissement de Liège.

Le Ministre a promis de revoir très prochainement les Procureurs Généraux et d'examiner avec eux la question de l'application identique des principes dans les trois ressorts.

* * *

Nous aurions pu clore ici ce chapitre qui rend compte fidèlement de l'échange de vues en Commission, si les statistiques qui furent ensuite fournies à votre rapporteur n'avaient apporté une surprise de dimension. Les chiffres de 1964 et 1965 lui furent communiqués par le Département; comme ceux publiés dans le rapport de M. Ligot, ils proviennent de l'Institut National de Statistique.

mais zelfs door verscheidene ministers die achtereenvolgens de leiding van het Departement van Justitie hebben gehad.

Enerzijds mag dus niet worden afgeweken van de basisprincipes van de wet van 20 april 1874; anderzijds moet ervoor gezorgd worden dat die principes overal worden nageleefd en op dezelfde wijze toegepast.

Aan de toepassing van de principes zijn tussen 1892 tot 1957 door het Departement van Justitie verscheidene circulaires gewijd.

Gelet op de omstandigheden waarover hierna wordt uitgeweid, werd het dienstig geacht enkele van die circulaires als bijlage bij dit verslag te voegen.

Sommige leden verklaarden bovendien te betwijfelen of bedoelde principes wel op dezelfde wijze in het rechtsgebied van elk der Hoven van beroep worden toegepast en vroegen om recente statistieken.

De Minister merkte op dat de kwestie van het aantal voorlopige hechtenissen in het rechtsgebied van het Hof van beroep te Luik in het Parlement reeds behandeld is bij de bespreking van de begroting voor 1966 (cf. verslag van de heer Ligot, Stuk n° 89 van de Senaat, zitting 1965-1966, en Parlementaire Handelingen, Senaat : vergadering van 31 maart 1966; Kamer : vergadering van 26 april 1966).

De heer Ligot haalt in zijn verslag het aantal gevallen aan van voorlopige hechtenis tussen 1958 en 1963. Uit de door hem gepubliceerde statistieken blijkt « dat het aantal gevallen van voorlopige hechtenis in 1959, 1961 en 1962 is toegenomen, doch dat de stand opnieuw tot zijn oorspronkelijk peil is gedaald. » Doch, zoals door een senator is opgemerkt, wijzen die statistieken eveneens uit dat « het aantal gevallen van voorlopige hechtenis in het rechtsgebied van een bepaald Hof van beroep aanzienlijk is toegenomen, terwijl het in het rechtsgebied van de andere Hoven van beroep merkkelijk daalde, zodat het peil over het ganse land geen wijzigingen heeft ondergaan. »

Zoals wij weldra zullen aantonen, bleef die senator nog beneden de waarheid, daar hij steunde op onjuiste statistieken !

Wat daar ook van zij, de Minister van Justitie verklaarde aan Uw Commissie dat hij inlichtingen had ingewonnen bij de procureurs-generaal. Uit de in juni 1966 door de procureur-generaal te Luik verstrekte inlichtingen blijkt dat de stijging van het aantal gevallen van voorlopige hechtenis die aan het licht is gebracht door de in het voormelde verslag bekendgemaakte statistieken, goeddeels voortkomt uit de stijging van het aantal voertuigbestuurders die wegens dronkenschap aan het stuur worden aangehouden. Bedoelde aanhoudingen worden verricht met het oog op de verkeersveiligheid, zelfs wanneer de bestuurder nog geen ongeval heeft veroorzaakt. Naar uit dezelfde bron verluidd, is die stijging voorts het gevolg van de vooral in het arrondissement Luik geregeld toenemende misdadigheid onder de vreemdelingen.

De Minister beloofde dat hij eerstdaags de procureurs-generaal opnieuw zou ontmoeten om met hen het vraagstuk van een zelfde toepassing van de principes in de drie rechtsgebieden te onderzoeken.

* * *

Met bovenstaande getrouwe weergave van de gedachtenwisseling in de Commissie zouden wij dit hoofdstuk kunnen besluiten, ware het niet dat de statistieken die achteraf aan Uw verslaggever ter hand zijn gesteld, hem een niet geringe verrassing hadden bezorgd. De cijfers over 1964 en 1965 die hem medegedeeld werden door het Departement zijn, zoals die welke voorkomen in het verslag van de heer Ligot, afkomstig van het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Les chiffres de 1964 et 1965 relèvent une telle augmentation, allant pour certains arrondissements du simple au double, ou même plus, que cette situation a évidemment inquiété votre rapporteur et l'a amené à faire certaines recherches, qui ont abouti à une série de constatations assez stupéfiantes :

1) les chiffres fournis à M. Ligot, pour les années 1958 à 1963, étaient inexacts; 2) les chiffres relatifs à l'arrondissement de Liège, spécialement évoqués au cours des discussions des deux derniers exercices, étaient erronés et sous-évalués à plus de 200 %; 3) les bases des statistiques 1958-1963 ne sont pas identiques et diffèrent selon les arrondissements.

Ceci mérite évidemment une mise au point.

Il ne devrait pas être difficile de se comprendre lorsqu'on demande le nombre de détentions préventives, dans tel arrondissement, pour telle année. Il s'agit bien du nombre de mandats d'arrêts décernés. Dès lors, personne ne pourra comprendre pourquoi les chiffres — sous le couvert d'une unité factice — font apparaître pour certains arrondissements « le nombre de mandats d'arrêts », pour d'autres uniquement « le nombre de mandats d'arrêts maintenus jusqu'au jugement » !

Il en résulte qu'il est impossible actuellement de faire une ventilation dans les chiffres de 1958 à 1963 et de tenter de les rectifier, car selon le Département, de très longues recherches seraient nécessaires pour retrouver les critères adoptés chaque année pour chaque arrondissement et recréer l'unité.

Il en résulte aussi que les chiffres fournis pour les années 1964 et 1965 seraient exacts en ce sens qu'ils représenteraient bien le nombre de mandats d'arrêts décernés dans chaque arrondissement (sans faire le départ entre les détenus libérés ou non avant de comparaître devant la juridiction de jugement), sauf — nous signalait-on — en ce qui concerne l'arrondissement de Liège, où le chiffre de 1964 ne représenterait que le nombre de mandats maintenus jusqu'au jugement, tandis que le chiffre de 1965 ne serait pas encore connu actuellement de l'Institut National de Statistique (pas plus que ceux de Bruges et d'Ypres) !

* * *

Nous pensons qu'il est opportun de publier les statistiques dont nous venons de parler, même si l'évolution de la détention préventive ne peut être examinée valablement que pour les années 1964 et 1965, sous la réserve faite à l'alinéa précédent, et sous la réserve aussi que le cas de l'arrondissement d'Anvers paraît anormal en 1965 et permet de supposer que le critère choisi n'est plus celui de 1964.

Nous croyons opportun aussi de reprendre les chiffres de 1958 à 1963 publiés dans le rapport de M. Ligot, en soulignant leur inexactitude relative, et nous le faisons, afin d'éviter des recherches à nos honorables collègues.

Nous voulons aussi saisir cette occasion de regretter publiquement que les statistiques soient si mal établies et tellement sujettes à caution, dans une matière où cependant de simples additions ne semblent vraiment pas difficiles à faire.

Uit de cijfers over 1964 en 1965 blijkt een toeneming, die voor sommige arrondissementen gewoon een verdubbeling is of zelfs meer. Zulks kwam Uw verslaggever natuurlijk verontrustend voor en zette er hem toe aan bepaalde opzoekingen te verrichten, die tot een aantal vrij verwonderlijke constateringingen hebben geleid :

1) de aan de heer Ligot voor de jaren 1958 tot 1963 verstrekte cijfers waren onjuist; 2) de getallen betreffende het arrondissement Luik, die speciaal vermeld werden tijdens de besprekingen betreffende de jongste twee dienstjaren, waren onjuist en lagen meer dan 200 % beneden de werkelijkheid; 3) de basis voor de statistieken 1958-1963 is niet dezelfde en verschilt naar gelang van het arrondissement.

Daarbij is natuurlijk een rechtzetting vereist.

Het moet toch niet zo moeilijk zijn elkander te begrijpen wanneer het aantal voorlopige hechtenissen in een bepaald arrondissement voor een bepaald jaar gevraagd wordt. Het gaat daarbij natuurlijk om het aantal verleende bevelen tot aanhouding. Niemand zal dan ook kunnen begrijpen waarom de getallen die een kunstmatig eenheidsverband vertonen, voor sommige arrondissementen « het aantal bevelen tot aanhouding » opgeven en voor andere slechts « het aantal bevelen tot aanhouding die tot aan de uitspraak bekrachtigd werden » !

Daaruit volgt dat het thans onmogelijk is de getallen voor 1958 tot 1963 te rubriceren en te proberen ze recht te zetten, want, volgens het Departement, zouden er zeer langdurige opzoekingen nodig zijn om de criteria terug te vinden die elk jaar voor ieder arrondissement zijn aangenomen en om het eenheidsverband te herstellen.

Daaruit volgt eveneens dat de medegedeelde cijfers voor de jaren 1964 en 1965 in die zin juist zouden zijn, dat zij wel degelijk het aantal in elk arrondissement verleende bevelen tot aanhouding weergeven (zonder onderscheid te maken tussen de gedetineerden naargelang zij al dan niet in vrijheid zijn gesteld voordat zij voor het rechtsprekend gerecht verschenen) behalve — naar men ons mededeelt — wat betreft het arrondissement Luik, waarvoor het getal betreffende 1964 slechts dat van de tot aan de uitspraak bekrachtigde mandaten zou zijn, terwijl het Nationaal Instituut voor de Statistiek thans nog niet in het bezit is van het getal voor 1965 (evenmin als voor Brugge en Leper) !

* * *

Naar onze mening is het opportuun — onder het hierboven gemaakte voorbehoud en met inachtneming van het feit dat het voor het arrondissement Antwerpen voor 1965 vermelde getal blijkbaar abnormaal is en de veronderstelling wettigt dat het toegepaste criterium niet meer hetzelfde is als voor 1964 — de zoëven bedoelde statistieken te publiceren, ook al kan de evolutie van het aantal voorlopige hechtenissen slechts behoorlijk worden nagegaan voor de jaren 1964 en 1965.

Wij achten het eveneens opportuun de getallen voor de periode 1958-1963, die gepubliceerd werden in het verslag van de heer Ligot, over te nemen; om onze collega's opzoekingen te besparen onderstrepen wij daarbij het feit dat zij betrekkelijk onjuist zijn.

Wij wensen eveneens van deze gelegenheid gebruik te maken om er publiek onze spijt over te uiten dat de statistieken, op een gebied waarop het nochtans niet moeilijk lijkt te zijn enkele eenvoudige optellingen te maken, zo slecht opgesteld en zo weinig betrouwbaar zijn.

Nombre de détentions préventives.

Aantal voorlopige hechtenissen.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	
Bruxelles	732	703	509	672	661	702	1 033	1 191	Brussel.
Louvain	64	46	58	54	41	50	119	138	Leuven.
Nivelles	24	21	21	14	20	14	53	40	Nijvel.
Anvers	360	324	310	323	257	173	766	323	Antwerpen.
Malines	55	40	26	25	35	20	62	41	Mechelen.
Turnhout	22	23	20	21	31	35	52	51	Turnhout.
Mons	134	160	113	133	158	112	262	168	Bergen.
Charleroi	219	224	235	267	201	185	507	579	Charleroi.
Tournai	41	41	42	41	38	32	104	132	Doornik.
Gand	178	169	204	197	164	166	381	347	Gent.
Audenarde	57	74	54	66	63	76	114	111	Oudenaarde.
Termonde	121	145	126	128	119	118	194	231	Deendermonde.
Bruges	200	226	248	276	211	221	—	—	Brugge.
Courtrai	109	193	186	189	210	176	288	219	Kortrijk.
Furnes	26	24	30	23	28	20	48	53	Veurne.
Ypres	22	32	57	40	50	45	38	—	Ieper.
Liège	240	288	328	440	410	426	487	—	Luik.
Huy	19	53	37	56	43	53	81	86	Hoei.
Verviers	78	82	74	100	104	83	218	223	Verviers.
Tongres	133	86	79	99	71	61	168	190	Tongeren.
Hasselt	46	29	37	44	43	44	95	106	Hasselt.
Arlon	49	52	61	75	71	86	125	163	Aarlen.
Marche-en-Famenne	8	10	14	15	13	14	80	58	Marche-en-Famenne.
Neufchâteau	5	8	6	12	10	9	38	35	Neufchâteau.
Namur	36	47	49	61	78	71	100	140	Namen.
Dinant	33	43	52	61	63	54	120	110	Dinant.
Totaux	3 011	3 143	2 976	3 432	3 193	3 046	5 533	4 735	Totalen.

* * *

Revenons à la situation de Liège, puisqu'il a été beaucoup parlé de cet arrondissement.

Le chiffre fourni pour l'année 1964 par l'Institut de Statistiques ne représentant certes pas le nombre de mandats d'arrêts, comme l'admet le Département, l'erreur commise antérieurement se continue.

Nous avons pu nous procurer les chiffres exacts de la détention préventive dans l'arrondissement de Liège durant les six dernières années. Ils proviennent des statistiques adressées chaque année au Ministre de la Justice par les autorités judiciaires; ils sont donc incontestables.

* * *

Laten wij nu even terugkomen op de toestand te Luik, daar er zoveel gesproken is over dit arrondissement.

Aangezien het getal, dat door het Nationaal Instituut voor de Statistiek voor het jaar 1964 is opgegeven heel zeker niet overeenstemt met het aantal bevelen tot aanhouding — zoals nochtans door het Departement aangenomen wordt — gaat men verder met de vroeger begane vergissing.

Wij hebben de juiste getallen kunnen bekomen van voorlopige hechtenissen in het arrondissement Luik tijdens de jongste zes jaar. Zij zijn afkomstig uit statistieken die ieder jaar door de gerechtelijke instanties overgemaakt worden aan het Ministerie van Justitie; zij kunnen dus niet in twijfel getrokken worden.

Nous les publions en indiquant le nombre de détenus libérés avant tout jugement, le nombre de ceux qui furent maintenus en détention jusqu'au jugement, pour en arriver, par une addition, aux chiffres réels de la détention préventive.

Années	Libérés avant jugement	Maintenus jusqu'au jugement	Totaux
—	—	—	—
1960	571	325	896
1961	715	437	1 152
1962	785	403	1 188
1963	832	424	1 256
1964	995	461	1 456
1965	1 204	424	1 628

Ces chiffres sont impressionnants, surtout si on les compare avec ceux qui furent publiés erronément naguère.

Il serait intéressant que le Département puisse communiquer au Parlement, le plus tôt possible, des statistiques — et exactes ! — pour les autres arrondissements judiciaires.

* * *

Au sujet de la question posée au Ministre de la Justice lors de la discussion du budget de l'exercice 1966, et lors de la présente discussion, nous devons constater que les circonstances l'ont placé dans l'impossibilité d'y répondre de façon précise, puisqu'il était, comme nous tous, victime de la communication de chiffres nettement erronés. Il ne lui était dès lors pas possible d'apprécier pleinement la situation et de donner un avis parfaitement documenté sur l'application des principes de la détention préventive de façon identique dans les divers arrondissements judiciaires.

S'il faut faire écho à ceux qui craignent que cette application ne soit pas identique, mettons en regard quelques chiffres, pour trois arrondissements importants, sans aller jusqu'à établir des totaux pour les ressorts des trois Cours d'appel.

	Nombre d'habitants en 1964	Détention préventive en 1964	Détention préventive en 1965
—	—	—	—
Arrondissement de Bruxelles	1 496 234	1 033	1 191
Arrondissement de Gand ...	562 908	381	347
Arrondissement de Liège ...	646 826	1 456	1 628

Au moment où ce rapport est à l'impression, il nous revient, de très bonne source, que le nombre de mandats d'arrêts décernés dans l'arrondissement de Liège au cours de l'année 1966 est de 1 787.

* * *

Nous pouvons clôturer ce chapitre en disant qu'il appartiendra au Ministre de la Justice et au Parlement, probablement déjà lors de la discussion en séance publique, de tirer certaines conclusions.

Ce n'est pas le rôle du rapporteur au moment où il rédige ce texte.

Wij publiceren ze en vermelden daarbij het getal der gedetineerden die in vrijheid werden gesteld vóór de uitspraak, het getal van hen die in hechtenis werden gehouden tot aan de uitspraak, zodat wij door samentelling de werkelijke getallen van de voorlopige hechtenissen krijgen.

Jaren	In vrijheid gesteld vóór de uitspraak	In hechtenis gehouden tot aan de uitspraak	Totaal
—	—	—	—
1960	571	325	896
1961	715	437	1 152
1962	785	403	1 188
1963	832	424	1 256
1964	995	461	1 456
1965	1 204	424	1 628

Die getallen zijn indrukwekkend, vooral als men ze vergelijkt met die welke voor kort verkeerdelijk zijn gepubliceerd.

Het zou interessant zijn als het Departement aan het Parlement ten spoedigste gelijkaardige — en juiste ! — statistieken kon mededelen voor de overige gerechtelijke arrondissementen.

* * *

In verband met de vraag die aan de Minister van Justitie gesteld is tijdens de bespreking van de begroting voor het dienstjaar 1966 en in de loop van de huidige bespreking, moeten wij wel constateren dat het hem ingevolge de omstandigheden onmogelijk was er een precies antwoord op te geven daar hij, zoals wij allen, misleid werd door de mededeling van kennelijk onjuiste getallen. Hij kon dan ook onmogelijk de toestand juist beoordelen en een degelijk gedocumenteerd advies geven over de identieke toepassing van de beginselen inzake voorlopige hechtenis in de verschillende gerechtelijke arrondissementen.

Ten behoeve van degenen die vrezen dat die toepassing niet op dezelfde wijze gebeurt, geven wij hier een vergelijkende tabel met enkele getallen voor drie belangrijke arrondissementen, zonder daarom het totaal uit te cijferen voor de ambtsgebieden van de drie Hoven van beroep.

	Aantal inwoners in 1964	Voorlopige hechtenissen in 1964	Voorlopige hechtenissen in 1965
—	—	—	—
Arrondissement Brussel ...	1 496 234	1 033	1 191
Arrondissement Gent ...	562 908	381	347
Arrondissement Luik ...	646 826	1 456	1 628

Nu dit verslag ter perse is, vernemen wij uit betrouwbare bron dat het aantal bevelen tot aanhouding welke in 1966 in het arrondissement Luik zijn uitgevaardigd, 1 787 bedraagt.

* * *

Wij kunnen dit hoofdstuk afsluiten met te verklaren dat het de taak zal zijn van de Minister van Justitie en van het Parlement om, waarschijnlijk reeds tijdens de bespreking in openbare vergadering, sommige besluiten te trekken.

Zulks is niet de taak van de verslaggever op het ogenblik dat hij dit verslag opstelt.

2. La vie judiciaire.

a) Protection de la jeunesse.

Plusieurs problèmes ont été évoqués concernant l'application de la nouvelle législation.

1) Un membre a demandé à connaître la liste des établissements et les montants payés à chacun d'eux en 1965 et 1966, établissements visés par l'article 12.33 du budget (entretien et éducation des enfants confiés par le Ministre de la Justice ou l'autorité judiciaire à des personnes ou à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement publiques ou privées).

Le Ministre a répondu qu'il faudrait des recherches de plusieurs semaines pour pouvoir constituer le relevé des montants payés en 1965 et 1966 à des établissements privés qui recueillent des enfants placés en exécution de la loi sur la protection de la jeunesse.

En effet, c'est l'autorité judiciaire qui effectue les placements et qui, sur présentation d'états de frais, liquide au moyen d'avances de fonds mises à sa disposition, les montants dus aux établissements en question.

Pour remédier à cette situation, et en vue de l'application de la loi du 8 avril 1965, une nouvelle organisation de la comptabilité de l'Administration de la Protection de la Jeunesse a été préparée.

Cette organisation prévoit la centralisation des paiements des sommes dues aux établissements privés au moyen d'un équipement mécanographique, ce qui doit permettre à l'avenir de fournir dans les 24 heures les renseignements de l'espèce.

2) Un membre a fait remarquer que la loi sur la protection de la jeunesse a une influence sur la procédure pour la garde provisoire et la garde définitive des enfants en matière de divorce. Il a posé deux questions.

Ne pourrait-on demander l'avis des autorités judiciaires sur cette incidence ?

Une réforme ne doit-elle pas être envisagée ?

Le Ministre a répondu que certains praticiens craignent que le président statuant en référé, par application de l'article 268 C. c. nouveau, alinéa 3, procède à une enquête approfondie qui risque de retarder la procédure et la décision.

Il est exact que les investigations auxquelles il fera procéder peuvent retarder la procédure. Mais telle a été la volonté du législateur, estimant que la disposition précitée s'imposait dans l'intérêt de l'enfant, et ce d'autant plus qu'en vertu du nouvel article 302 du Code civil, la décision provisoire deviendra en principe définitive (Doc. parl. n° 637/1, p. 18).

Comme suite aux circulaires des 1^{er} et 29 août dernier, le Département est en contact régulier avec les Procureurs généraux au sujet de l'incidence des dispositions nouvelles.

Il serait prématuré d'envisager une réforme de la procédure volontairement adoptée par le législateur, les inconvénients éventuels ne s'étant du reste pas encore manifestés. Cependant, le Ministre va en conférer avec les Procureurs généraux.

3) Un membre a fait remarquer que les employés de greffe aident les personnes à remplir les formulaires en matière de protection de la jeunesse.

Est-ce bien leur rôle ? Ces pratiques ne devraient-elles pas être interdites, notamment dans le but d'éviter qu'en

2. Gerechtelijke activiteiten.

a) Jeugdbescherming.

In verband met de toepassing van de nieuwe wetgeving zijn verscheidene problemen opgeworpen.

1) Een lid wenste de lijst te kennen van de in artikel 12.33 van de begroting bedoelde instellingen, alsmede de aan elk van deze instellingen tijdens de jaren 1965 en 1966 betaalde bedragen (onderhoud en opvoeding van de kinderen, door de Minister van Justitie of door de rechterlijke overheid toevertrouwd aan privaatspersonen of aan openbare of private verenigingen of instellingen van liefdadigheid of van onderwijs).

De Minister antwoordde dat het opstellen van de staat der bedragen, in 1965 en 1966 uitgekeerd aan private instellingen welke kinderen opnemen in uitvoering van de wet op de jeugdbescherming, wekenlange opzoekingen zou vergen.

Het is immers zo dat de rechterlijke overheid de kinderen plaatst en de aan de betrokken instellingen verschuldigde bedragen op overlegging van een staat van uitgaven uitbetaalt door middel van de te harer beschikking gestelde voorschotten.

Om die toestand te verhelpen en met het oog op de toepassing van de wet van 8 april 1965 is een omgewerkte comptabiliteit van het Bestuur der jeugdbescherming voorbereid.

Volgens die nieuwe comptabiliteit zullen de uitbetalingen van de aan de private instellingen verschuldigde bedragen gecentraliseerd worden door middel van een mecanografische apparatuur, zodat de bedoeld inlichtingen voortaan binnen 24 uren zullen kunnen verstrekt worden.

2) Een lid merkte op dat de wet betreffende de jeugdbescherming een weerslag heeft op de rechtspleging inzake voorlopige en definitieve bewaking der kinderen in geval van echtscheiding. Het lid stelde twee vragen.

Kan het advies van de rechterlijke autoriteiten i.v.m. die weerslag niet worden ingewonnen ?

Moet er geen hervorming worden overwogen ?

De Minister antwoordde dat sommige rechters vrezen dat de voorzitter, rechtsprekend in kort geding bij toepassing van het nieuw artikel 268, derde lid, van het B.Wb., een grondig onderzoek zal instellen, wat de rechtspleging en de uitspraak dreigt te vertragen.

Het is wel zo dat de rechtspleging kan worden vertraagd door het onderzoek dat hij doet instellen, maar de wetgever heeft zulks gewild daar hij bedoelde bepaling noodzakelijk achtte in het belang van het kind, te meer daar de voorlopige beslissing in principe definitief zal worden krachtens het nieuw artikel 302 van het Burgerlijk Wetboek (Parl. Stuk n° 637/1, blz. 18).

Ingevolge de circulaires van 1 en 29 augustus laatstleden is het Departement geregeld met de procureurs-generaal in contact in verband met de weerslag van de nieuwe bepalingen.

Daar de eventuele nadelen nog niet gebleken zijn, zou het voorbarig zijn een wijziging van de door de wetgever vrijelijk aangenomen rechtspleging te overwegen. De Minister zal hierover nochtans overleg plegen met de heren procureurs-generaal.

3) Een lid merkte op dat het griffiepersoneel de betrokkenen helpt bij het invullen van de formulieren in verband met de jeugdbescherming.

Is dit wel de taak van dat personeel ? Dient die praktijk niet verboden te worden om met name te vermijden dat

cas d'erreur ou de vice de forme la responsabilité du greffier puisse être recherchée par le justiciable ?

Le Ministre a répondu que ni l'objet des formulaires, ni leur destination n'est précisée dans la question.

Il s'agit vraisemblablement des formulaires remis notamment à toute personne désirant introduire une requête en émancipation, matière qui est entrée dans les attributions du tribunal de la jeunesse en vertu de l'article 21 de la loi du 8 avril 1965, relatif à la protection de la jeunesse.

Tout agent compétent d'un service public a pour devoir professionnel d'aider les personnes qui le demandent, pour autant que les renseignements demandés ne constituent pas des consultations juridiques.

Il n'y a pas lieu d'interdire les pratiques mentionnées.

4) Un membre demande si les tribunaux de la jeunesse ne devraient pas tenir des audiences distinctes d'une part pour les affaires civiles et, d'autre part, pour les affaires pénales.

Le Ministre fait remarquer qu'il n'existe pas d'affaires pénales en ce qui concerne les mineurs auxquels s'applique la loi du 8 avril 1965.

Il existe seulement des mesures de protection à leur égard.

Le Ministre ajoute que la tenue des audiences, la distribution et la fixation des affaires sont réglées par l'ordre de service de chaque tribunal.

L'ordre de service dans chaque tribunal est établi par le Roi, sur les avis du Président du Tribunal, du Premier Président de la Cour d'Appel et du Procureur Général (art. 5 de la loi du 22 juillet 1927 modifiant les lois d'organisation judiciaire).

Il apparaît de l'ensemble des règlements d'ordre de service que les tribunaux tiennent des audiences distinctes, d'une part, pour les affaires traitant des dispositions de droit civil relatives aux mineurs prévues au chapitre II, et d'autre part, pour les affaires relatives aux mesures de protection des mineurs prévues au chapitre III de la loi du 8 avril 1965.

Au sujet d'une certaine promiscuité inopportune qui, selon le membre, pourrait exister dans les salles d'attente, le Ministre répond qu'il en discutera avec les Procureurs Généraux.

5) Un membre évoque les conditions extraordinairement défavorables au point de vue matériel, dans lesquelles doivent travailler les membres du tribunal de la jeunesse à Liège et leurs services.

Le Ministre répond que l'Etat (Ministère des Travaux publics) a pris en location deux niveaux (5^{me} et 6^{me} étages) d'un nouvel immeuble sis, 37, Place Xavier Neujean à Liège, en vue d'assurer un logement suffisant et convenable aux services du tribunal de la jeunesse à Liège.

L'aménagement des locaux est en cours; leur occupation est prévue pour le début de l'année 1967.

b) Cadre de la Magistrature.

Un membre a évoqué l'urgence d'une révision du cadre de la magistrature, notamment dans la perspective de la mise en vigueur du nouveau Code judiciaire.

Le Ministre a donné quelques précisions à cet égard au cours de son exposé préliminaire.

Cependant, comme le même membre a signalé que telle région du pays subissait plus que d'autres les rigueurs d'un cadre nettement trop étroit par rapport au nombre d'affaires

de recherche de la greffier aansprakelijk zou kunnen stellen bij vergissing of vormgebrek ?

De Minister antwoordt dat in de vraag noch inhoud noch bestemming van de formulieren nader worden aangegeven.

Waarschijnlijk zijn de formulieren bedoeld die worden afgegeven aan al wie een verzoek tot ontvoogding wenst in te dienen, welke materie krachtens artikel 21 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming thans tot de bevoegdheid van de jeugdrechtsbank behoort.

Elk bevoegd ambtenaar in overheidsdienst is beroepshalve verplicht de personen te helpen die erom verzoeken, voor zover de gevraagde inlichtingen geen juridische consultatie zijn.

Bedoelde praktijken dienen niet verboden te worden.

4) Een lid stelt de vraag of de jeugdrechtsbanken geen afzonderlijke terechtzittingen zouden moeten houden voor de burgerlijke en voor de strafzaken.

De Minister merkt op dat er voor de minderjarigen die onder toepassing vallen van de wet van 8 april 1965 geen strafzaken bestaan.

Tegenover hen kunnen alleen beschermingsmaatregelen getroffen worden.

De Minister voegt eraan toe, dat het houden van de terechtzittingen alsmede de verdeling en de vaststelling van de zaken geregeld worden in de dienstregeling voor elke rechtsbank.

In elke rechtsbank wordt de dienstregeling door de Koning bepaald op advies van de voorzitter van de rechtsbank, de eerste voorzitter van het Hof van beroep en de procureur-generaal (art. 5 van de wet van 22 juli 1927 houdende wijziging van de wetten op de rechterlijke inrichting).

Uit de verschillende dienstreglementen blijkt dat de rechtsbanken afzonderlijke terechtzittingen houden, enerzijds voor de in hoofdstuk II bedoelde zaken in verband met de burgerrechtelijke bepalingen betreffende de minderjarigen, en anderzijds voor de zaken in verband met de in hoofdstuk III van de wet van 8 april 1965 bedoelde maatregelen ter bescherming van de minderjarigen.

In verband met een zekere ongepaste promiscuïteit die volgens een lid in de wachtzalen zou heersen, verklaart de Minister dat hij er met de procureurs-generaal zal over spreken.

5) Een lid merkt op dat de leden van de jeugdrechtsbank te Luik en de ervan afhangelende diensten onder materieel ongunstige voorwaarden moeten werken.

De Minister antwoordt dat de Staat (Ministerie van Openbare Werken) twee verdiepingen (de vijfde en de zesde) van een nieuw gebouw te Luik, Place Xavier Neujean 37 heeft gehuurd, om de diensten van de jeugdrechtsbank aldaar behoorlijk en ruim genoeg te kunnen huisvesten.

Op dit ogenblik worden de lokalen ingericht; voorzien wordt dat zij begin 1967 in gebruik zullen kunnen genomen worden.

b) Kader van de magistratuur.

Een lid wees erop dat het kader van de magistratuur dringend moet worden herzien, met name met het oog op de inwerkingtreding van het nieuwe Gerechtelijk Wetboek.

Tijdens zijn inleidende uiteenzetting verstrekke de Minister dienaangaande enkele nadere gegevens.

Hetzelfde lid merkte evenwel op dat een bepaald gewest van het land meer dan andere de gevolgen moet dragen van een al te eng kader t.o.v. het aantal te behandelen

traitées, il conviendrait de pouvoir examiner le problème en toute clarté et à l'aide d'éléments indiscutables.

Nous avons déjà connu quelques surprises, apportées par des statistiques.

Edouard Herriot disait que la statistique est une personne complaisante qui ne refuse rien de ce qu'on lui demande habilement...

Tout auteur de projet ou de proposition de loi modifiant le cadre de la magistrature devrait tout d'abord apporter des preuves formelles de ce que les statistiques invoquées sont complètes et de ce que les bases choisies sont strictement les mêmes pour chacun des arrondissements judiciaires.

Le rapporteur exprime ici la conviction que ces critères stricts ne sont pas respectés par les statistiques produites devant votre Commission au cours des dernières années.

Dès lors, ne serait-il pas souhaitable que le Ministre de la Justice confie une mission spéciale à un haut fonctionnaire de son Département, qui serait chargé de prendre contact avec les autorités judiciaires, aux fins d'établir des statistiques précises trouvant leurs bases dans des critères absolument identiques ?

Ne dit-on pas que dans tels arrondissements, la remise d'une affaire civile compte statistiquement pour un jugement, tandis que dans tels autres arrondissements, cette remise n'est pas comptée ? Ne dit-on pas que telles catégories de dossiers pénaux font l'objet de pointages très différents selon les arrondissements, comme aussi, par exemple, les commissions rogatoires ?

Ces quelques exemples — et il y en aurait bien d'autres — démontrent qu'il convient d'unifier les bases de calcul, sous peine de ne pouvoir aboutir qu'à des inexactitudes et à des iniquités.

C'est pourquoi, votre rapporteur soumet au Ministre de la Justice et à la Chambre la suggestion de mettre en œuvre à cet égard, aussitôt que possible, une étude précise et efficace.

c) *Projet de Code judiciaire.*

Votre Commission, faisant le point des travaux relatifs au projet de Code judiciaire, a tenu unanimement à se joindre à l'hommage que le Ministre de la Justice avait rendu, dans son exposé préliminaire, à M. le Commissaire royal, Krings.

La Commission a souligné de façon toute spéciale les sentiments d'estime et de gratitude que le Parlement doit à M. Krings.

d) *Réforme de la procédure pénale.*

Un membre émit le souhait que M. Bekaert, Commissaire royal à la réforme de la procédure pénale puisse être entendu par votre Commission afin de tenir celle-ci au courant de l'état des travaux en cours.

Votre rapporteur a été averti que M. le Commissaire royal Bekaert est tout disposé à faire un exposé devant les Commissions de la Justice de la Chambre et du Sénat.

M. Bekaert se propose, à l'occasion de ces réunions, de faire part aux deux Commissions de certains problèmes qui touchent à l'opinion publique de la nation et désire recueillir l'opinion des membres de la Commission à leur sujet. Ces problèmes ont trait notamment au rôle de la partie civile dans le procès pénal, à l'extension de l'applicabilité de la loi dans l'espace, à l'unification de la fonction de police judiciaire, et à la suppression de l'obligation de réparer l'in-

gevallen, zodat het probleem in volle klaarheid en op grond van onbetwistbare gegevens moet worden besproken.

De statistieken bezorgden ons reeds enkele verrassingen.

Edouard Herriot heeft gezegd dat de statistiek een toeschietelijke dame is, die niets weigert, als men het haar maar op behendige wijze vraagt...

Al wie een wetsontwerp of een wetsvoorstel indient tot wijziging van het kader van de magistratuur, zou allereerst formeel moeten bewijzen dat de door hem aangehaalde statistieken volledig zijn en dat het vertrekpunt volstrekt hetzelfde is voor elk van de gerechtelijke arrondissementen.

De verslaggever vertolkt hier de overtuiging dat dergelijke strenge criteria niet werden in acht genomen in de statistieken die in de jongste jaren aan Uw Commissie zijn voorgelegd.

Ware het derhalve niet wenselijk dat de Minister van Justitie een hoog ambtenaar van zijn Departement belast met een speciale opdracht, die erin bestaat in voeling te treden met de rechterlijke autoriteiten, ten einde nauwkeurige statistieken op te maken op grond van volstrekt gelijke criteria ?

Wordt er niet beweerd dat in sommige arrondissementen het uitstellen van een burgerlijke zaak als een vonnis geldt voor de statistieken, terwijl een dergelijk uitstel in andere arrondissementen niet in aanmerking wordt genomen ? Wordt er ook niet beweerd dat sommige categorieën van strafrechtelijke dossiers op zeer uiteenlopende wijzen worden aangemerkt naar gelang van de arrondissementen, zoals b.v. ook de rogatoire commissies ?

Uit die enkele voorbeelden — en er kunnen er nog talrijke andere worden aangehaald — blijkt dat de berekeningsbasis moet worden eengemaakt; zo niet verkrijgt men alleen onjuiste cijfers, wat aanleiding geeft tot onrechtvaardige toestanden.

Daarom stelt Uw verslaggever aan de Minister van Justitie en aan de Kamer voor, ter zake zo spoedig mogelijk een nauwkeurige en doelmatige studie te doen ondernemen.

c) *Ontwerp houdende het Gerechtelijke Wetboek.*

Uw Commissie, die de balans heeft opgemaakt van de werkzaamheden betreffende het ontwerp houdende het Gerechtelijke Wetboek, heeft zich eenparig aangesloten bij de hulde die de Minister van Justitie in zijn inleidend betoog gebracht heeft aan Koninklijk Commissaris, de heer Krings.

De Commissie heeft er gans in het bijzonder op gewezen dat de heer Krings recht heeft op de achting en dankbaarheid van het Parlement.

d) *Hervorming van de Strafvordering.*

Een lid sprak de wens uit dat de heer Bekaert, Koninklijk Commissaris voor de hervorming van de straffordering, door de Commissie kan gehoord worden opdat deze laatste op de hoogte zou blijven van de stand van de aan gang zijnde werkzaamheden.

Aan Uw verslaggever werd medegedeeld dat Koninklijk Commissaris Bekaert volkomen bereid is een uiteenzetting te houden vóór de Commissies voor de Justitie van Kamer en Senaat.

De heer Bekaert is van plan om tijdens die vergaderingen de twee Commissies op de hoogte te brengen van sommige vraagstukken die de openbare mening in dit land aanbelangen, en wenst de mening van de leden van de Commissie daarover in te winnen. Die vraagstukken betreffen met name de rol van de burgerlijke partij in het strafgeding, de uitbreiding van de toepasselijkheid van de wet in de ruimte, de eenmaking van de taak van de gerechte-

fraction comme condition à la proposition de transaction en matière pénale, etc...

e) *Erreurs judiciaires.*

Un membre désire savoir si le département détient une statistique des erreurs judiciaires reconnues, ayant comme telles donné lieu à des dommages-intérêts. Il demande s'il ne conviendrait pas que la personne, victime d'une erreur judiciaire, soit informée par les autorités judiciaires de son droit à réparation.

Le Ministre répond que depuis 1920, 23 personnes ont été indemnisées sur base de l'article 447 du Code d'instruction criminelle pour un total de 2 288 800 F.

En matière civile un seul litige pouvant être considéré comme ayant à sa base une erreur judiciaire a donné lieu à une condamnation de l'Etat à 1 348 080 F.

La question de savoir si la personne intéressée doit être expressément avertie par les autorités judiciaires de ce qu'elle est fondée à réclamer une indemnité, ne paraît pas se poser puisque l'indemnisation est la suite éventuelle d'une procédure en révision à laquelle elle a été partie et pour laquelle elle a normalement été assistée par un avocat.

f) *Centre de documentation.*

Un membre souhaite que les magistrats puissent avoir accès aux centres de documentation juridique que comptent créer les notaires et les avocats.

Le Ministre répond qu'il est vivement intéressé par l'initiative des avocats et des notaires qui veulent constituer un centre de documentation juridique en ayant recours à des procédés électroniques.

Il envisage d'ailleurs l'intervention du département, soit comme fondateur, soit au moins comme participant.

Il est évidemment normal que les magistrats puissent profiter de cette institution.

Par ailleurs, le Ministre déclare dès à présent souhaitable qu'une unification des bibliothèques soit envisagée. Il semble, en effet, qu'en réunissant en une seule bibliothèque toutes celles qui peuvent exister dans chaque palais de justice, on arriverait à constituer un organe de consultation et de documentation beaucoup plus étendu.

g) *Police judiciaire et laboratoires de police scientifique.*

Un membre rappelle qu'il intervient depuis plusieurs années, lors de la discussion du budget, au sujet des questions relatives à l'organisation de la police judiciaire (effectifs, équipement, traitements, pensions etc...), et à la coordination des services policiers etc...

Il se réserve de le faire à nouveau en séance publique, mais il désire dès à présent poser les questions suivantes :

1) Est-il exact que le malheureux agent de police bruxellois De Leener, au moment où il a été abattu, était de faction non pas, comme on l'a dit, pour empêcher que l'on vole à nouveau la voiture retrouvée, mais bien pour la conserver à la disposition des opérateurs du laboratoire de la police judiciaire de Bruxelles, afin d'y relever des empreintes

liques de la police et de la destruction de la obligation tot herstel van de inbreuk als voorwaarde voor een voorstel tot dading in strafzaken enz.

c) *Gerechtelijke dwalingen.*

Een lid vraagt of het departement een statistiek bijhoudt van de erkende gerechtelijke dwalingen die als zodanig aanleiding hebben gegeven tot schadevergoeding. Dit lid vraagt of het niet passend ware dat de persoon, die het slachtoffer is van een gerechtelijke dwaling, er door de rechterlijke autoriteiten van in kennis gesteld wordt dat hij recht heeft op vergoeding.

De Minister antwoordt dat sedert 1920 23 personen schadeloos werden gesteld op grond van artikel 447 van het Wetboek van Strafrechtspleging, en wel voor een totaal bedrag van 2 288 800 F.

Op burgerlijk gebied heeft één enkel geding, dat kon beschouwd worden als steunend op een gerechtelijke dwaling, tot gevolg gehad dat de Staat veroordeeld werd tot de betaling van 1 348 080 F.

De vraag of de betrokken persoon er door de rechterlijke autoriteiten uitdrukkelijk van op de hoogte moet gesteld worden dat hij gerechtigd is om een vergoeding te eisen, schijnt momenteel niet te moeten gesteld worden, aangezien de schadeloosstelling het eventueel gevolg is van een procedure tot herziening waarbij hij partij was en waarvoor hij normaal gesproken bijgestaan werd door een advocaat.

f) *Documentatiecentrum.*

Een lid spreekt de wens uit dat de magistraten toegang zouden krijgen tot de centra voor juridische documentatie welke de notarissen en advocaten wensen op te richten.

De Minister antwoordt dat hij ten eerste belang stelt in dit initiatief van de advocaten en notarissen, dat volgens elektronische procédés tot stand gebracht zou worden.

Hij denkt er trouwens aan zijn Departement als oprichter dan wel als deelnemer te laten optreden.

Het is niet meer dan normaal dat de magistraten van die instelling kunnen profiteren.

Verder acht de Minister het reeds thans wenselijk dat de bibliotheken ééngemaakt worden. Door alle in elke justitie-paleis aanwezige bibliotheken te verenigen, zou men een veel uitgebreider advies- en documentatieorgaan in het leven kunnen roepen.

g) *Gerechtelijke politie en laboratoria van de wetenschappelijke politie.*

Een lid wijst erop dat hij al enkele jaren tijdens de bespreking van de begroting opmerkingen naar voren brengt t.o.v. kwesties die betrekking hebben op de gerechtelijke politie (personeelssterkte, uitrusting, wedden, pensioenen enz.) en op de coördinatie van de politiediensten enz.

Hij behoudt zich het recht voor om zulks weer eens te doen in de openbare vergadering, maar hij zou reeds thans de volgende vragen willen stellen :

1) Is het waar dat de ongelukkige Brusselse politieagent De Leener, op het ogenblik dat hij neergeschoten werd, op wacht stond — niet, zoals men heeft beweerd, om te beletten dat de teruggevonden wagen nog eens zou gestolen worden — maar wel, om hem te bewaken voor de laboratoriumoperateurs, die er eventuele vingerafdrukken dienden

éventuelles ? Est-il exact que cette faction fut longue, le service de police scientifique étant débordé par de trop nombreuses prestations qui doivent être réalisées par un effectif peu nombreux, ou incomplet ?

2) Est-il exact que le chef du laboratoire de la P. J. de Bruxelles, service cependant surchargé, n'a pas été remplacé depuis sa mise à la retraite, qui date de 4 ans ? Est-il exact aussi qu'il est prévu de désigner à Bruxelles, depuis environ 4 ans, un second chef de laboratoire dont la mission est plus spécialement de surveiller, de conseiller et de coordonner les laboratoires des autres régions du pays ? Est-il exact que cette désignation n'est pas faite actuellement ? Ne peut-on considérer que l'absence de désignation d'une ou deux unités, dans un cadre de 6 ou 7 agents, est de nature à désorganiser ce service ?

Dans sa réponse, le Ministre de la Justice a fait un exposé sur les modifications du cadre de la police scientifique.

Par arrêté royal du 31 août 1962, le cadre du personnel technique des laboratoires de police scientifique a été augmenté comme suit :

Chefs de laboratoire : + 3 emplois;
Opérateurs de laboratoire : + 11 emplois.

Le cadre de ce personnel se répartit comme suit :

op te vinden ? Is het waar dat hij lang op wacht moest staan, omdat de dienst van de wetenschappelijke politie overladen is met te veel prestaties, welke door een weinig talrijk of onvolledig personeel moeten worden uitgevoerd ?

2) Is het juist dat de chef van de laboratorium van de gerechtelijke politie te Brussel, welke dienst nochtans overladen is met werk, nog niet vervangen is sedert hij vier jaar geleden op pensioen is gesteld ? Is het ook waar dat er te Brussel sedert ongeveer 4 jaar een tweede laboratoriumchef moet worden aangesteld, wiens taak er inzonderheid in bestaat de laboratoria van de andere gewesten van het land te controleren, adviseren en coördineren ? Is het waar dat die aanstelling thans nog niet gedaan is ? Is het niet zo dat een en ander die dienst, welke 6 of 7 personeelsleden omvat, kan desorganiseren ?

In zijn antwoord gaf de Minister van Justitie een overzicht van de wijzigingen die zich in het personeelskader van de wetenschappelijke politie voorgedaan hebben.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1962 werd het kader van het technisch personeel van de laboratoria van de wetenschappelijke politie als volgt vermeerderd :

Laboratoriumchefs : + 3 betrekkingen;
Laboratoriumoperateurs : + 11 betrekkingen.

Het personeelskader valt als volgt uiteen :

Arrondissements judiciaires	Chefs de laboratoire Laboratoriumchefs		Opérateurs Laboratoriumoperateurs		Gerechtelijke arrondissementen
	Cadre antérieur Vroeger kader	Cadre nouveau Nieuw kader	Cadre antérieur Vroeger kader	Cadre nouveau Nieuw kader	
Bruxelles	1	1	4	7	Brussel.
Mons	—	1	2	3	Bergen.
Tournai	—	—	1	2	Doornik.
Charleroi	—	1	2	3	Charleroi.
Anvers	1	1	4	5	Antwerpen.
Gand	1	1	2	4	Gent.
Bruges	1	1	1	2	Brugge.
Liège	1	1	4	5	Luik.
Namur	—	1	2	2	Namen.
Totaux	5	8	22	33	Totalen.

Le chef de laboratoire à Bruxelles exerce les fonctions de conseiller scientifique auprès de tous les laboratoires du pays. Il doit être titulaire du grade académique de docteur en science ou ingénieur civil chimiste.

Lors de l'étude de la réforme du commissariat général de la police judiciaire, il est apparu que les prestations spéciales qui sont demandées au chef du laboratoire de Bruxelles l'empêchent de se consacrer pleinement à la direction de son service dans le cadre de la brigade qui est la plus importante du pays, à la coordination avec les divers rouages

De laboratoriumchef te Brussel oefent de functies van wetenschappelijk adviseur bij alle laboratoria in het land uit. Hij moet doctor in de wetenschappen of scheikundig burgerlijk ingenieur zijn.

Naar aanleiding van de hervorming van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie is gebleken dat de speciale prestaties welke van de chef van het laboratorium te Brussel gevraagd worden, hem niet in staat stellen zich ten volle te wijden aan de leiding van zijn dienst in het kader van de voornaamste brigade van België, aan de

de celle-ci et aux descentes sur les lieux de crimes et délits.

Afin de permettre au chef de laboratoire universitaire à Bruxelles de se consacrer uniquement à sa mission scientifique, à sa fonction de conseiller des chefs des différents laboratoires du pays, de coordinateur de travaux de ces laboratoires et de centralisateur, il a été estimé indispensable de créer un second emploi de chef de laboratoire à Bruxelles.

Ce nouvel emploi est accessible aux opérateurs de laboratoire en fonctions. Il est en effet nécessaire que le chef de laboratoire possède une large expérience acquise au fil de nombreuses années lors de ses prestations comme opérateur.

Ce second emploi de chef de laboratoire a été ajouté au cadre du ressort de la Cour d'appel de Bruxelles par l'arrêté royal du 29 mars 1965 publié par le *Moniteur belge* du 22 octobre 1966.

Il a été pourvu aux emplois de chef de laboratoire qui étaient à conférer respectivement près les parquets de Charleroi, de Namur et de Mons.

Charleroi et Namur : au 1^{er} décembre 1965 par arrêté royal du 24 novembre 1965.

Mons au 1^{er} avril 1966 par arrêté royal du 12 avril 1966.

En vue de pourvoir aux emplois d'opérateur vacants, un examen de capacité a été organisé. Cet examen a été clôturé le 15 avril 1966. Treize candidats se sont classés en ordre utile, soit 9 candidats d'expression française (dont 2 anciens coloniaux) et 4 candidats d'expression néerlandaise.

Les 2 candidats anciens coloniaux ont été nommés par arrêté ministériel du 31 mars 1966. Les autres candidats ont été nommés par arrêté ministériel du 28 juin 1966.

La situation du cadre et de l'effectif du personnel des laboratoires se présente actuellement comme suit :

coördination met de verschillende takken ervan en aan de bezoeken ter plaatse bij misdaden en wanbedrijven.

Ten einde de chef van het universitaire laboratorium te Brussel in staat te stellen zich uitsluitend te wijden aan zijn wetenschappelijke taak, zijn functie van adviseur van de chefs der verschillende laboratoria van het land, van coördinator der werkzaamheden van die laboratoria en van centralisator, werd het onontbeerlijk geacht een tweede betrekking van laboratoriumchef te Brussel in het leven te roepen.

Die nieuwe betrekking is toegankelijk voor in dienst zijnde laboratoriumoperateurs. De laboratoriumchef moet immers een ruime ervaring bezitten, welke is verworven gedurende lange jaren dienst als operateur.

De tweede betrekking van laboratoriumchef werd toegevoegd aan het kader van het gebied van het Hof van beroep te Brussel, zulks bij koninklijk besluit van 29 maart 1965, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 1966.

Er is voorzien in de betrekkingen van laboratoriumchef die te begeven waren bij de parketten te Charleroi, Namen en Bergen :

te Charleroi en Namen op 1 december 1965 bij koninklijk besluit van 24 november 1965.

te Bergen op 1 april 1966 bij koninklijk besluit van 12 april 1966.

Om in de vacante betrekkingen van operateur te voorzien, werd een bekwaamheidsexamen georganiseerd, dat op 15 april 1966 is afgesloten. Dertien kandidaten werden nuttig gerangschikt, o.w. 9 Franstaligen (inclusief 2 gewezen koloniale) en 4 Nederlandstaligen.

De 2 kandidaten, oud-koloniale werden benoemd bij ministerieel besluit van 31 maart 1966. De andere kandidaten zijn benoemd bij ministerieel besluit van 28 juni 1966.

Op dit ogenblik ziet het kader en de getalsterkte van het personeel der laboratoria er uit als volgt :

Arrondissements judiciaires	Chefs de laboratoire Laboratoriumchefs		Opérateurs de laboratoire Laboratoriumoperateurs		Gerechtelijke arrondissementen
	Cadre Kader	Effectif Getalsterkte	Cadre Kader	Effectif Getalsterkte	
Bruxelles	2	—	7	8 dont un affecté au service radio o.w. één is aangesteld voor de radiodienst	Brussel.
Mons	1	1	3	2	Bergen.
Tournai	—	—	2	2	Doornik.
Charleroi	1	1	3	3	Charleroi.
Anvers	1	1	5	4	Antwerpen.
Gand	1	2	4	3	Gent.
Bruges	1	1	2	3	Brugge.
Liège	1	1	5	4	Luik.
Namur	1	1	2	1	Namen.
Totaux	9	8	33	30	Totalen.

Le Ministre répondra ultérieurement à la question relative au cas de l'agent De Leener.

h) *Photocopies.*

Un membre désire connaître les dispositions prises par le département en ce qui concerne l'équipement des greffes en appareils de photocopies, tandis qu'un autre membre regrette que le papier utilisé soit souvent d'un format trop grand, dépassant celui des fardes et dossiers.

Le Ministre répond que le procédé de photocopie optique est déjà remplacé dans huit importants palais de justice. Treize appareils de photocopie à grand rendement y sont utilisés pour la production sur place des copies demandées. Un appareil supplémentaire y sera encore placé dans les prochains jours.

Vers la fin de l'année 1966, cinq autres palais de justice seront pourvus d'un appareil semblable.

Le programme de décentralisation des travaux de photocopie sera poursuivi au cours de l'année 1967 pour les autres palais de justice pour lesquels la production justifie le recours à un appareil à grand rendement.

Le progrès technique est tel qu'on peut escompter l'apparition prochaine sur le marché d'appareils adaptés aux besoins des palais de justice qui ne délivrent qu'un nombre réduit de copies. Dans ce cas, la décentralisation sera étendue à ces palais, dans la limite des crédits budgétaires alloués au département.

Quant au palais de justice de Bruxelles, l'urgence à le doter d'appareils à photocopier à grand rendement est moindre que pour les palais de justice situés en province, du fait qu'il est à proximité du Service central de photocopie, 25, rue des Minimes, à Bruxelles.

Le format des papiers à photocopier est standardisé, afin d'éviter des fabrications spéciales et de diminuer le prix des papiers.

Il n'est donc pas toujours possible, pour la reproduction de documents originaux, d'utiliser du papier ayant exactement le format de l'original.

i) *Statut des magistrats militaires en campagne.*

Plusieurs membres rappellent que les magistrats militaires en campagne n'ont droit actuellement à aucune pension, pas plus que leurs veuves. Le gouvernement se préoccupe-t-il de cette question?

Le Ministre répond qu'un projet de loi réglant le problème de la pension des magistrats militaires en campagne et de leurs épouses a été élaboré et soumis au Conseil des Ministres.

j) *Statut du personnel des parquets.*

Un membre demande si l'on ne pourrait dès à présent aligner le statut du personnel des parquets sur celui des greffes.

Le Ministre répond qu'aussi longtemps que le Code judiciaire n'est pas adopté, il est possible de modifier l'article 157 de la loi du 18 juin 1869 d'organisation judiciaire, relatif au personnel des parquets des cours et tribunaux.

Il estime cependant qu'il n'y a pas lieu de déposer un projet de loi dans ce but, étant donné l'état d'avancement des travaux du Code judiciaire.

Il ajoute qu'il s'agit d'ailleurs d'une partie du Code judiciaire qui pourrait être mise en vigueur rapidement avant l'ensemble.

De Minister zal later antwoorden op de vraag betreffende het geval van agent De Leener.

h) *Fotocopieën.*

Een lid wenst te vernemen welke schikkingen door het Departement zijn getroffen om de griffies van fotocopie-apparaten te voorzien; een ander lid betreurt dat het formaat van het gebruikte papier vaak te groot is, zodat het uit de kaften en dossiers uitsteekt.

De Minister antwoordt dat het procédé van de optische fotocopie reeds in acht belangrijke gerechtshoven vervangen is. Aldaar worden dertien fotocopieapparaten met groot vermogen aangewend om ter plaatse de gevraagde fotocopieën af te leveren. In de komende dagen zal daar nog een gelijkaardig toestel worden aan toegevoegd.

Tegen einde 1966 zullen nog vijf andere gerechtshoven met een dergelijk apparaat zijn uitgerust.

Het decentralisatieprogramma van de fotocopiewerkzaamheden zal in 1967 worden voortgezet voor de andere gerechtshoven, waar de vraag om fotocopieën groot genoeg is om de aanwending van een apparaat met groot vermogen te rechtvaardigen.

De techniek schrijdt zo snel vooruit dat er weldra apparaten verkrijgbaar zullen zijn, aangepast aan de behoeften van de gerechtshoven die slechts een beperkt aantal copieën afleveren. Op dat ogenblik zal de decentralisatie worden uitgebreid tot die gerechtshoven binnen de perken van de aan het Departement toegekende begrotingskredieten.

Voor het Justitiepaleis te Brussel is het gebruik van fotocopieapparaten met groot vermogen niet zo dringend als voor de gerechtshoven in de provincie, aangezien het dicht bij de Centrale Dienst voor Fotocopie gelegen is, die gevestigd is te Brussel, Miniemenstraat 25.

Het formaat van het fotocopiepapier is gestandaardiseerd om een speciale fabricage te vermijden en de prijs van het papier te drukken.

Voor de afdruk van oorspronkelijke documenten is het dus niet altijd mogelijk papier te gebruiken dat precies hetzelfde formaat heeft als het oorspronkelijke stuk.

i) *Statuut van de militaire magistraten te velde.*

Verscheidene leden herinneren eraan dat de militaire magistraten te velde, evenmin als hun weduwen, thans recht hebben op een pensioen. Houdt de Regering zich met dit probleem bezig?

De Minister antwoordt dat een wetsontwerp tot regeling van het probleem van het pensioen der militaire magistraten te velde en hun echtgenoten werd uitgewerkt en aan de Ministerraad voorgelegd.

j) *Statuut van het personeel der parketten.*

Een lid vraagt of het statuut van het personeel der parketten niet nu reeds kan worden afgestemd op dat van de griffies.

De Minister antwoordt dat, zolang het Gerechtelijk Wetboek niet goedgekeurd is de mogelijkheid bestaat om artikel 157, betreffende het personeel van de parketten der Hoven en rechtbanken, van de wet van 18 juni 1869 op de gerechtelijke inrichting te wijzigen.

Hij meent evenwel dat het niet nodig is daartoe een wetsontwerp in te dienen, daar de werkzaamheden in verband met het Gerechtelijk Wetboek reeds ver gevorderd zijn.

Hij voegt eraan toe dat het hier trouwens om een gedeelte van het Gerechtelijk Wetboek gaat dat spoedig in werking kan worden gesteld, vóór het bedoelde Wetboek in zijn geheel.

k) *Traitement des greffiers.*

Un membre demande si une règle générale ne pourrait fixer le traitement des greffiers aux deux tiers de celui des magistrats.

Le Ministre répond qu'il serait opportun de traiter cette question lors de la discussion du projet de Code judiciaire.

1) *Honoraires des experts judiciaires.*

Un membre, considérant certaines différences dans la tarification des honoraires des experts judiciaires en matière répressive, demande s'il convient de faire une discrimination entre les experts selon leur diplôme, ou si au contraire il ne conviendrait pas que les honoraires fussent unifiés ?

Le Ministre répond que les taux des honoraires alloués en matière de frais de justice répressive, qui ne sont pas fixés par un arrêté royal ou un arrêté ministériel, sont appréciés par la Commission des frais de justice répressive où toutes les disciplines de l'expertise sont représentées.

Les critères retenus par la Commission pour établir une discrimination d'après les diplômes, dans les honoraires aux experts sont les suivants :

1° les connaissances acquises au cours des études sont plus ou moins étendues d'après le diplôme obtenu;

2° un expert possédant des connaissances supérieures ensuite de ses études, peut approfondir davantage les questions posées et les résoudre dans un temps moins important;

3° le magistrat requérant fera appel, d'après la difficulté de l'expertise, à un expert dont la nature des études lui donnera le plus de garanties possibles.

m) *Personnel subalterne.*

Un membre s'intéresse à l'octroi du principalat au personnel subalterne des cours et tribunaux.

Le Ministre répond que le Comité ministériel de la gestion budgétaire et de la fonction publique a marqué son accord quant aux modalités de l'accession au principalat du personnel subalterne très méritant des cours et tribunaux, y compris les messagers et téléphonistes.

Il lui sera dès lors possible de prendre à bref délai un arrêté octroyant aux agents intéressés les mêmes avantages que ceux prévus pour le personnel des ministères affecté de grades correspondants.

n) *Naturalisation.*

Plusieurs membres dénoncent le retard croissant subi par les dossiers de naturalisation; ils l'imputent à l'insuffisance du nombre des magistrats dans les parquets et au manque de personnel administratif.

Le Ministre répond qu'il se soucie grandement de ce retard, particulièrement important à Bruxelles et à Liège, et qu'il va en conférer avec les Procureurs Généraux.

k) *Wedde van de griffiers.*

Een lid vraagt of de wedde van de griffiers niet bij algemene maatregel op tweederde van de wedde der magistraten kan worden vastgesteld.

De Minister antwoordt dat het past dit probleem te regelen bij de bespreking van het ontwerp van Gerechtelijk Wetboek.

1) *Honoraria van de gerechtelijke deskundigen.*

Een lid dat verschillende tarieven heeft opgemerkt voor de honoraria der gerechtelijke deskundigen in strafzaken, vraagt of onder de deskundigen een onderscheid dient gemaakt te worden naar gelang van het diploma dat zij bezitten dan wel of integendeel hun honoraria niet eenvormig dienen gemaakt te worden.

De Minister antwoordt dat de tarieven van de honoraria in strafzaken niet vastgesteld zijn bij koninklijk of ministerieel besluit, maar bepaald worden door de commissie van de onkosten van de repressieve justitie, waar alle takken van het deskundig onderzoek in vertegenwoordigd zijn.

De criteria welke de commissie in aanmerking neemt om aan de deskundigen honoraria toe te kennen welke verschillen volgens de diploma's, zijn de volgende :

1° de tijdens de studie verworven kennis is min of meer uitgebreid naar gelang van het behaalde diploma;

2° een deskundige die ingevolge de door hem ondernomen studie een grondiger kennis bezit, kan op de gestelde vragen dieper ingaan en die ook in minder tijd beantwoorden;

3° naar gelang van de moeilijkheden van het onderzoek zal de magistraat een beroep doen op een deskundige die, gelet op de door hem gedane studie, de grootst mogelijke waarborgen biedt.

m) *Lager personeel.*

Een lid stelt belang in de toekenning van het principalat aan het lager personeel van Hoven en rechtbanken.

De Minister antwoordt dat het ministerieel comité voor budgettair beheer en openbaar ambt instemt met de voorgestelde wijze waarop het principalat aan het zeer verdienstelijke lager personeel van Hoven en rechtbanken, met inbegrip van de boden en telefonisten, zou worden toegekend.

Derhalve kan de Minister op korte termijn een besluit nemen om het betrokken personeel dezelfde voordelen toe te kennen als die welke de met een overeenkomstige graad beklede beambten van de ministeries genieten.

m) *Naturalisatie.*

Verscheidene leden beklagen zich over de groter wordende vertraging waarmee de naturalisatiedossiers worden behandeld; zij wijten die aan het ontoereikende aantal magistraten in de parketten en aan het gebrek aan administratief personeel.

De Minister antwoordt dat de vertraging, die bijzonder belangrijk is te Brussel en te Luik, hem met veel zorg vervult en dat hij dienaangaande overleg zal plegen met de procureurs-generaal.

o) *Honoraires des avocats désignés d'office.*

Un membre désire être éclairé au sujet de la taxation des honoraires des avocats désignés d'office, notamment devant le tribunal de la jeunesse.

Le Ministre répond que les honoraires de l'avocat désigné d'office à l'audience sont taxés compte tenu des circonstances propres à l'affaire dont il est chargé, ajoutant qu'il s'agit d'une question de déontologie professionnelle relevant de la compétence des Conseils de l'Ordre.

3. *Problèmes pénitentiaires.*1. *Le régime de semi-détention.*

Un membre se demande si la semi-détention est bien une répression adéquate.

Le Ministre répond que la semi-détention n'est applicable qu'aux peines dont le total n'excède pas trois mois d'emprisonnement.

Le condamné subit sa peine de manière ininterrompue mais sort de l'établissement le matin pour accomplir ses prestations journalières et y rentre le soir.

Cette forme de répression a été prévue pour remédier aux inconvénients résultant de l'exécution de certaines courtes peines d'emprisonnement.

Le but recherché est d'éviter de compromettre, par un emprisonnement continu, les occupations professionnelles du délinquant, ses études, l'équilibre moral et matériel de son foyer.

Ce sont les autorités judiciaires qui proposent cette forme de détention aux condamnés après avoir fait procéder, au besoin, à une enquête sociale. Les intéressés peuvent y opposer un refus.

2. *Travaux effectués par les détenus.*

Un membre souhaite connaître les bases sur lesquelles a été calculé le poste 11.10 du budget (« salaires des détenus occupés aux travaux d'entretien des locaux, du mobilier et du matériel, et aux travaux domestiques » pour 8 200 000 F).

Il désire connaître aussi la façon dont sont rétribués les autres travaux effectués par les détenus et les motifs des différences de rémunérations.

Le Ministre répond comme suit à ces trois ordres de préoccupations :

1^o) Le crédit de 8 200 000 F inscrit à l'article 11.10 du budget de l'exercice 1967 servira au paiement des salaires des détenus occupés aux travaux domestiques et aux travaux d'entretien du mobilier et des bâtiments.

Il a été calculé sur la base du tarif suivant :

Condamnés définitifs et vagabonds	Autres catégories
---	-------------------

I. — *Travaux domestiques :*

Catégorie A	2,— F l'heure	4,— F l'heure
Catégorie B	2,50 F l'heure	5,— F l'heure

o) *Erelonen van de van ambtswege aangewezen advocaten.*

Een lid vraagt inlichtingen over de vaststelling van de erelonen van de advocaten die met name bij de jeugdrechtbanken van ambtswege worden aangewezen.

De Minister antwoordt dat het ereloon van de van ambtswege op de terechtzitting aangewezen advocaat wordt vastgesteld met inachtneming van de omstandigheden die eigen zijn aan de zaak waarmee hij is belast; hij voegt eraan toe dat zulks een kwestie is van deontologie, die onder de bevoegdheid valt van de Raden van de Orde.

3. *Vraagstukken betreffende de strafinrichtingen.*1. *Het stelsel van de beperkte hechtenis.*

Een lid vraagt zich af of de beperkte hechtenis wel een doelmatige bestraffing is.

De Minister antwoordt dat de beperkte hechtenis slechts van toepassing is op de straffen die gezamenlijk niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van drie maanden.

De veroordeelde ondergaat zijn straf zonder onderbreking, doch verlaat de inrichting 's morgens om zijn dagtaak te vervullen en komt er 's avonds terug.

Deze vorm van bestraffing is ingevoerd om de nadelen te verhelpen die het gevolg zijn van het uitzitten van sommige korte gevangenisstraffen.

Men wil daarbij voorkomen dat de beroepsbezigheden en de studie van de delinquent alsmede het morele en materiële evenwicht van zijn gezin in het gedrang worden gebracht door een ononderbroken opsluiting.

Het zijn de rechterlijke autoriteiten die deze vorm van hechtenis aan de veroordeelden voorstellen, na desnoods een sociale enquête te hebben doen instellen. De belanghebbenden kunnen dit weigeren.

2. *Werken door de gedetineerden verricht.*

Een lid vernam graag op welke basis post 11.10 van de begroting (« Lonen van de gedetineerden die zich bezighouden met het onderhoud van de lokalen, het meubilair, het materieel en de huishoudelijke werken » ten bedrage van 8 200 000 F) is berekend.

Hij wenst ook te weten hoe de andere door de gedetineerden verrichte werken bezoldigd worden en op welke redenen de verschillen in die bezoldigingen berusten.

Op die drie punten luidt het antwoord van de Minister als volgt :

1^o) Het krediet van 8 200 000 F, dat op artikel 11.10 van de begroting voor het dienstjaar 1967 is uitgetrokken, zal dienen voor de uitbetaling van de lonen van de gedetineerden die zich bezighouden met de huishoudelijke werken en met het onderhoud van het meubilair en van de gebouwen.

Het is berekend op basis van volgend tarief :

Definitief veroordeelden en landlopers	Andere categorieën
--	--------------------

I. — *Huishoudelijke werken :*

Catégorie A	2,— F per uur	4,— F per uur
Catégorie B	2,50 F per uur	5,— F per uur

II. — Travaux d'entretien du mobilier et des bâtiments :

Apprentis	2,— F l'heure	4,— F l'heure
Ouvriers	2,50 F l'heure	5,— F l'heure
Ouvriers d'élite	3,30 F l'heure	6,60 F l'heure

Il convient de remarquer que l'Administration des Etablissements pénitentiaires avait sollicité un crédit de 8 900 000 F. Ce montant aurait permis de majorer de $\pm 15 \%$ le tarif reproduit ci-dessus.

Les autorités chargées du contrôle du budget et des dépenses n'ont pas accepté cette augmentation.

2°) La rémunération des détenus affectés aux autres travaux est réglée de la façon suivante :

A. — Travaux industriels.

a) Travaux exécutés dans les ateliers de la Régie du travail pénitentiaire :

	Condamnés définitifs et vagabonds	Autres catégories
Apprentis	2,— F l'heure	4,— F l'heure
Ouvriers	2,50 F l'heure	5,— F l'heure
Ouvriers d'élite	3,30 F l'heure	6,60 F l'heure

Les travaux rétribués à la pièce sont rémunérés sur la même base.

b) Travaux effectués pour compte d'entrepreneurs privés :

— pour les travaux ne nécessitant pas de connaissances professionnelles : respectivement au minimum 2,50 F ou 5 F l'heure, suivant qu'il s'agit de « condamnés définitifs et vagabonds » ou « autres catégories ».

— pour les travaux nécessitant des connaissances professionnelles : respectivement au minimum 3,30 F ou 6,60 F l'heure, suivant l'appartenance à l'un des deux groupes précités.

Les travaux rémunérés à la pièce sont calculés sur base d'un tarif horaire de 3,30 F ou de 6,60 F et plus, suivant la catégorie du détenu.

B. — Travaux agricoles.

Les détenus occupés dans les exploitations agricoles sont rétribués suivant le tarif prévu pour les travaux d'entretien du mobilier et des bâtiments.

3°) Il résulte des renseignements donnés ci-dessus, qu'en principe, la base de la rémunération est la même pour tous les détenus, compte tenu évidemment de leur situation légale.

Dans la pratique, les gratifications perçues par les détenus occupés aux travaux effectués pour compte d'entrepreneurs privés sont en général légèrement supérieures à celles accordées aux autres détenus. La Régie du travail pénitentiaire s'efforce, en effet, d'atteindre les meilleurs taux pour les tarifs d'entreprise. Des impératifs d'ordre budgétaire empêchent le département de porter les gratifications prévues pour les autres travaux à un taux plus élevé.

II. — Onderhoud van het meubilair en van de gebouwen :

Leerlingen	2,— F per uur	4,— F per uur
Arbeiders	2,50 F per uur	5,— F per uur
Keurarbeiders	3,30 F per uur	6,60 F per uur

Er valt op te merken dat het Bestuur der Strafinrichtingen een krediet van 8 900 000 F had aangevraagd. Dit bedrag zou het mogelijk hebben gemaakt voornoemd tarief met $15 \pm \%$ te verhogen.

De met de controle op de begroting en de uitgaven belaste overheid heeft die verhoging niet aangenomen.

2°) De bezoldiging van de voor de andere werken aangestelde gedetineerden is als volgt geregeld :

A. — Industriële werken.

a) Werkzaamheden uitgevoerd in de werkplaatsen van de Regie van de gevangenisarbeid :

	Definitief veroordeelden en landlopers	Andere categorieën
Leerlingen	2,— F per uur	4,— F per uur
Arbeiders	2,50 F per uur	5,— F per uur
Keurarbeiders	3,30 F per uur	6,60 F per uur

Voor de met tariefloon betaalde werken is de bezoldiging op dezelfde basis vastgesteld.

b) Werken uitgevoerd voor rekening van particuliere ondernemers :

— werken waarvoor geen vakkennis vereist is : minimum 2,50 F, resp. 5 F per uur naargelang het « definitief veroordeelden en landlopers » of « andere categorieën » betreft.

— werken waarvoor vakkennis vereist is : minimum 3,30 F, resp. 6,60 F per uur naargelang de gedetineerde tot de eerste of de tweede van voornoemde groepen behoort.

Voor de met tariefloon betaalde werken wordt de bezoldiging berekend op basis van een uurloon van 3,30 F of van 6,60 F en meer naargelang van de categorie van de gedetineerde.

B. — Landbouwwerkzaamheden.

De in de landbouwbedrijven tewerkgestelde gedetineerden worden bezoldigd overeenkomstig het tarief dat is vastgesteld voor de onderhoudswerken aan meubilair en gebouwen.

3°) Uit de hierboven verstrekte gegevens vloeit voort dat de beloningsgrondslag dezelfde is voor alle gedetineerden, natuurlijk rekening houdend met hun status.

In de praktijk ligt de beloning van de voor rekening van particuliere ondernemers tewerkgestelde gedetineerden doorgaans iets hoger dan die welke aan andere gedetineerden wordt verleend. De Regie van de gevangenisarbeid tracht immers een betere beloning van de zijde der particuliere bedrijven te verkrijgen. Budgettaire beweegredenen beletten het Departement de voor de andere werkzaamheden vastgelegde beloningstarieven te verhogen.

Le Ministre désire donner des précisions concernant la Régie du travail pénitentiaire, qui bien que mal connue, rend des services considérables.

I. — Statut juridique.

A l'exception des travaux domestiques, de ceux relatifs à l'entretien des bâtiments et du mobilier et de ceux exécutés dans certains services jouissant d'une certaine autonomie (les exploitations agricoles, par exemple), le travail des détenus est organisé par une Régie instituée par la loi du 30 avril 1931.

Le but poursuivi par le législateur est de soustraire ce travail aux règles normales de comptabilité et de contrôle prévues par la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, ces règles étant incompatibles avec une saine gestion d'un travail industriel.

Ainsi a été institué un service spécial doté d'une autonomie technique, budgétaire, financière et comptable. Contrairement aux autres régies d'Etat, la Régie du travail pénitentiaire ne possède pas la personnalité juridique. Son personnel reste soumis au pouvoir hiérarchique normal.

II. — Buts de la mise au travail des détenus.

Le travail constitue un élément primordial de l'action pénitentiaire.

Il vise non seulement à prévenir l'oisiveté du détenu mais aussi à promouvoir sa formation professionnelle et à l'habituer à une vie laborieuse et productive en prévision de sa réintégration dans la société. Il est un facteur pédagogique et social avant d'être un facteur économique.

Si ce travail était mieux rémunéré qu'il ne l'est aujourd'hui, les détenus pourraient soutenir efficacement leur famille, indemniser plus facilement la victime de l'infraction et opérer des versements assurant le bénéfice des lois de sécurité sociale.

Les articles 15 et 27 du Code pénal, qui limitent la portion du produit du travail revenant effectivement aux condamnés ou à leur famille, sont le premier empêchement à la fixation d'une rémunération adéquate.

Quoi qu'il en soit, plusieurs établissements pénitentiaires possèdent des ateliers dont l'équipement et le fonctionnement sont assurés par la Régie. Pour réaliser une plus grande rationalisation du travail, assurer la formation de la main-d'œuvre détenue et la familiariser avec des machines, souvent compliquées, la Régie poursuit une politique de modernisation de son parc de matériel et d'outillage.

Le règlement général pour la protection du travail est rigoureusement observé.

Les ateliers de la Régie fonctionnent uniquement pour compte des pouvoirs publics.

Pour pallier l'insuffisance des possibilités d'occupation dont la Régie dispose dans ses ateliers, il est fait appel à des entrepreneurs privés. Ces derniers font exécuter des travaux le plus souvent assez simples.

Conformément à ses statuts, la Régie a pour mission de promouvoir la formation professionnelle des détenus et supporte dès lors les frais résultant de la création et de la gestion des centres de formation professionnelle accélérée, où toute idée de production est exclue.

L'organisation du travail des détenus est un problème très complexe pour lequel il faut concilier des impératifs légaux (obligation au travail pour la majorité des condamnés — retenue pénale sur les gratifications) et des considérations d'ordre économique et social.

De Minister wenst nadere bijzonderheden te verstrekken omtrent de Regie van de gevangenisarbeid, die ofschoon zij slecht bekend is, aanzienlijke diensten bewijst.

I. — Rechtsstatuut.

Met uitzondering van de huishoudelijke werkzaamheden, de werken voor het onderhoud van gebouwen en meubilair en die welke zijn uitgevoerd in sommige diensten welke over een zekere autonomie beschikken (landbouwbedrijven b.v.), wordt de arbeid van de gedetineerden georganiseerd door een bij de wet van 30 april 1931 ingestelde Regie.

Het door de wetgevende macht nagestreefde doel bestaat erin die arbeid te onttrekken aan de normale regelen van comptabiliteit en controle die vastgesteld zijn bij de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit, daar die regelen onverenigbaar zijn met een gezond beheer van industriële arbeid.

Zo is een speciale dienst opgericht die technisch, budgettair, financieel en boekhoudkundig zelfstandig is. In tegenstelling met de andere regies van het Rijk bezit de Regie van de gevangenisarbeid geen rechtspersoonlijkheid. Het personeel ervan blijft onder de normale hiërarchische autoriteiten ressorteren.

II. — Doel van de tewerkstelling der gedetineerden.

De arbeid vormt een essentieel onderdeel van het strafstelsel.

Daarmee wordt niet alleen getracht de ledigheid van de gedetineerde tegen te gaan, maar ook diens beroepsopleiding te bevorderen en hem te wennen aan een werkzaam en produktief bestaan, in het vooruitzicht van zijn wederopneming in de samenleving. Het is in de eerste plaats een pedagogische en sociale factor, meer nog dan een economische.

Indien die arbeid beter beloond kon worden, zouden de gedetineerden hun gezin op daadwerkelijke wijze kunnen steunen, het slachtoffer van hun misdrijf gemakkelijker kunnen vergoeden en stortingen verrichten welke hun aanspraak op de wetten betreffende de sociale zekerheid zouden verlenen.

De artikelen 15 en 27 van de Strafwetboek, die het aan de gedetineerden of hun gezin toekomende deel van de opbrengst van de arbeid beperken, zijn een eerste beletsel voor de vaststelling van een passende beloning.

Hoe dan ook, verscheidene strafinrichtingen bezitten werkplaatsen waarvan de uitrusting en de werking worden verzorgd door de Regie. Deze zet de modernisering van haar materieel en haar uitrusting voort om het werk rationeler te maken, om in de opleiding van de gedetineerde arbeidskrachten te voorzien en om die vertrouwd te maken met vaak ingewikkelde machines.

Het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming wordt nauwgezet nageleefd.

De werkplaatsen van de Regie werken uitsluitend voor rekening van de overheid.

Om de ontoereikende tewerkstellingsmogelijkheden waarover België in haar werkplaatsen beschikt, te verhelpen, wordt een beroep gedaan op particuliere ondernemers, die meestal vrij eenvoudige werkzaamheden laten verrichten.

De Regie heeft tot statutaire opdracht de beroepsopleiding van de gedetineerden te bevorderen; zij draagt dan ook de kosten van oprichting en beheer van de centra voor versnelde beroepsopleiding, waaraan het denkbeeld van produktie volkomen vreemd is.

De organisatie van het werk der gedetineerden is een zeer ingewikkeld probleem, waarbij de eisen van de wet (arbeidsplicht voor de meeste veroordeelden — strafrechtelijke inhouding op de vergoedingen) moeten verzoend worden met economische en sociale overwegingen.

L'Administration pénitentiaire est consciente des progrès qui pourraient encore être réalisés en cette matière : les pouvoirs publics devraient confier à la Régie un nombre beaucoup plus important de commandes, ce qui développerait l'activité industrielle des ateliers, et les rémunérations des détenus devraient être sensiblement majorées, de telle sorte que leurs conditions de travail se rapprochent autant que possible de celles de la main-d'œuvre libre.

4. Questions diverses.

1. Subventions accordées à des publications juridiques.

Un membre note que des subsides sont octroyés principalement à des publications ou à des organismes ayant une activité en matière criminologique, pénale etc... Il demande pourquoi aucune subvention ne serait prévue pour les publications en matière de jurisprudence et de droit civil.

Le Ministre répond que le libellé de l'article 33.09 de la Section I « Subventions à des publications et à des institutions scientifiques dans le domaine du droit, de l'étude des questions pénitentiaires et de protection de l'enfance » n'est pas restrictif et permet l'octroi de subventions à des publications et à des organismes ayant un caractère d'activité tant civil que pénal.

2. Texte néerlandais de certaines lois.

Un membre désire connaître l'état des travaux relatifs à l'élaboration des textes néerlandais de certaines lois.

Le Ministre répond que la Commission chargée de l'élaboration du texte néerlandais de la Constitution, des codes et des lois et des arrêtés principaux, instituée par arrêté royal du 5 avril 1954, a établi, sous la présidence du professeur honoraire E. Van Dievoet, ancien Ministre de la Justice, la version néerlandaise des textes ci-après :

Constitution (approuvée par la Chambre mais pas encore par le Sénat);

Code civil (approuvée par les deux Chambres);

Code pénal (approuvée par les deux Chambres);

Code d'instruction criminelle (déposée à la Chambre);

Décret impérial du 18 septembre 1807 portant augmentation du nombre des paroisses succursales (déposé au Ministère de la Justice);

Décret impérial du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'église (déposé au Ministère de la Justice);

Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes (déposée au Ministère de la Justice).

Elle s'occupe actuellement du texte néerlandais du Code de commerce.

Le Ministre tient à souligner la qualité très grande du travail de la Commission, et il insiste auprès de celle-ci aux fins de voir se clôturer rapidement l'ensemble des travaux.

3. Réforme des sociétés.

Un membre demande où en sont les travaux de la Commission pour la réforme des sociétés.

Le Ministre rappelle qu'en son exposé préliminaire, il a déclaré que les travaux de cette Commission avaient fait de sensibles progrès, au point que cette réforme pourrait

Het Bestuur der Strafinrichtingen geeft er zich rekenschap van dat er op dit gebied nog vooruitgang kan worden gemaakt : de overheid dient aan de Regie veel meer bestellingen op te dragen, zodat de werkplaatsen hun industriële activiteit kunnen uitbreiden, en de aan de gedetineerden uit te betalen vergoedingen moeten merklijk worden verhoogd, zodat de voorwaarden waaronder zij tewerkgesteld zijn die van de vrije arbeidskrachten zoveel mogelijk benaderen.

4. Diversen.

1. Toelagen aan rechtskundige publikaties.

Een lid merkt op dat toelagen hoofdzakelijk worden verleend aan publikaties of aan instellingen die zich bewegen op het terrein van de criminologie, het strafrecht enz. Hij vraagt waarom geen toelage wordt verleend aan publikaties op het gebied van burgerlijk recht en rechtspraak.

De Minister antwoordt dat de redactie van artikel 33.09 van Sectie I : « Toelagen aan publikaties en aan wetenschappelijke instellingen voor rechtswetenschappen voor de studie van vraagstukken die met het gevangeniswezen en met de kinderbescherming verband houden » niet restrictief is en het verlenen van toelagen mogelijk maakt aan publikaties en aan instellingen die zich zowel op burgerlijk als strafrechtelijk terrein bewegen.

2. Nederlandse tekst van sommige wetten.

Een lid wenst te vernemen hoever men gevorderd is met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van sommige wetten.

De Minister antwoordt dat de bij koninklijk besluit van 5 april 1954 ingestelde Commissie, belast met de voorbereiding van de Nederlandse tekst van de Grondwet, de wetboeken en de voornaamste wetten en besluiten, onder voorzitterschap van professor emeritus E. Van Dievoet, gewezen Minister van Justitie, de Nederlandse vertaling van de volgende teksten heeft opgesteld :

Grondwet (goedgekeurd door de Kamer, maar nog niet door de Senaat);

Burgerlijk Wetboek (goedgekeurd door beide Kamers);

Strafwetboek (goedgekeurd door beide Kamers);

Wetboek van Strafvordering (bij de Kamer ingediend);

Keizerlijk decreet van 18 september 1807 tot verhoging van het aantal hulpparochies (ingediend bij het Ministerie van Justitie);

Keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken (ingediend bij het Ministerie van Justitie);

Wet van 4 maart 1870 op de inkomsten van de eredienssten (ingediend bij het Ministerie van Justitie).

Bedoelde Commissie houdt zich thans bezig met de Nederlandse tekst van het Wetboek van Koophandel.

De Minister onderstreept de grote waarde van het door de Commissie verrichte werk; hij dringt er bij haar op aan dat de werkzaamheden spoedig worden besloten.

3. Hervorming van de vennootschappen.

Een lid vraagt hoever de werkzaamheden van de Commissie voor de hervorming van de vennootschappen gevorderd zijn.

De Minister herinnert eraan dat hij in zijn inleidende uiteenzetting heeft verklaard dat de werkzaamheden van die Commissie een aanzienlijke vooruitgang hebben ge-

être soumise au Parlement au cours de la présente session. Le Ministre apporte les précisions suivantes :

Il reste à poursuivre l'élaboration du nouveau statut des S. P. R. L. et à faire approuver par l'assemblée plénière de la Commission ce nouveau statut et celui de la société à capital variable, qui est terminé en section.

D'autre part, la section centrale présidée par M. Struye, aura à connaître d'une série de questions communes aux divers types de sociétés : par exemple : liquidation, actions et prescriptions, publicité (en harmonie avec les travaux d'unification de la C. E. E.), fusions entre sociétés de types différents, sanctions pénales, dispositions transitoires, protection de l'appellation de la société.

Les textes élaborés devront ensuite être approuvés par l'assemblée plénière.

Enfin, à la fin des travaux il faudra procéder à une coordination de tous les textes adoptés.

4. Régime des aliénés.

Un membre désire savoir quand sera organisé le fonds prévu par la loi, et destiné à rétribuer les administrateurs généraux dans le cadre du régime des aliénés.

Le Ministre répond que l'article 6 de la loi du 7 avril 1964 modifiant la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés et insérant un article 30quater dans la loi de 1850 prévoit la création d'un fonds spécial destiné à rémunérer les administrateurs provisoires généraux de certains aliénés.

Après études avec des fonctionnaires de la Santé publique, études qui ont nécessité de connaître le montant des sommes gérées par ces administrateurs durant une année complète, soit en 1965, et qui n'ont donc pu être connues qu'en 1966, il est apparu que la création de ce fonds est quasi impossible et qu'il ne saurait que difficilement répondre aux diverses situations existantes.

Le Ministre a été saisi tout récemment par ses services d'un projet de loi proposant de supprimer l'article 6 précité et de rémunérer lesdits administrateurs généraux comme les administrateurs spéciaux, c'est-à-dire suivant les états taxés par le juge de paix ou suivant une somme fixe ou suivant un tantième des revenus de l'aliéné, système qui ne donne lieu à aucune difficulté. Il procède à l'examen de cet avant-projet.

5. Sécurité nucléaire.

Un membre demande à quoi correspond l'expression « sécurité nucléaire » reprise au point 7 de l'article 11.03 du projet de budget (page 6).

Le Ministre répond que les termes « sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire » visent, pour ce qui concerne le Ministère de la Justice, l'élaboration et la mise en œuvre de procédures et de mesures spécifiques destinées à assurer la protection d'activités classifiées, le contrôle des dites mesures, l'application de mesures de sûreté normales assurant la protection des personnes et des biens ainsi que la prévention des infractions par l'exploitation des renseignements recueillis.

boekt, zodat bedoelde hervorming tijdens de huidige zitting aan het Parlement zal kunnen worden voorgelegd. Hij verstrekt nog de volgende nadere inlichtingen :

De voorbereiding van het nieuwe statuut der P. V. B. A. moet nog worden voortgezet en de voltallige vergadering van de Commissie dient vervolgens dit nieuwe statuut goed te keuren alsmede dat van de vennootschappen met veranderlijk kapitaal, waarvan de bespreking in de betrokken afdeling beëindigd is.

Aan de andere kant zal de door de heer Struye voorgedragen centrale afdeling kennis moeten nemen van een aantal kwesties die gemeen zijn aan de diverse types van vennootschappen, zoals daar zijn likwidatie, vorderingen en verjaringen, bekendmakingen (in overeenstemming met de E. E. G.-werkzaamheden voor eenmaking), fusies tussen vennootschappen van verschillende types, strafbepalingen, overgangsmaatregelen, bescherming van de benaming van de vennootschap.

Vervolgens moeten de opgestelde teksten door de plenaire vergadering goedgekeurd worden.

Ten slotte zal men aan het einde van de werkzaamheden alle aangenomen teksten moeten coördineren.

4. Regeling voor de krankzinnigen.

Een lid wenst te weten wanneer het door de wet in het kader van de voor de krankzinnigen geldende regeling in uitzicht gestelde fonds opgericht zal worden, dat bestemd is om de algemene voorlopige bewindvoerders te bezoldigen.

De Minister antwoordt dat artikel 6 van de wet van 7 april 1964 tot wijziging van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen, waarbij een artikel 30 quater in de wet van 1850 is ingevoegd, voorziet in de oprichting van een bijzonder fonds dat de algemene voorlopige bewindvoerders van sommige krankzinnigen moet vergoeden.

Na onderzoek in gemeen overleg met ambtenaren van Volksgezondheid, waarbij het nodig bleek het bedrag te kennen van de sommen die door deze bewindvoerders gedurende een volledig jaar — dus in 1965 en derhalve niet bekend vóór 1966 — beheerd zijn, heeft men bevonden dat de oprichting van dat fonds om zo te zeggen onmogelijk is en dat dit fonds slechts moeilijk in de diverse bestaande toestanden zou kunnen voorzien.

Nog niet lang geleden hebben de diensten van het Ministerie van Justitie een wetsontwerp aan de Minister voorgelegd, dat ertoe strekt voornoemd artikel 6 in te trekken en de genoemde algemene bewindvoerders op dezelfde wijze als de speciale bewindvoerders te vergoeden, d.w.z. volgens door de vrederechter begrote staten dan wel volgens een vaste som of een procent van het inkomen van de krankzinnige, welk systeem generlei moeilijkheid oplevert. De Minister zegt dat hij dit voorontwerp thans bestudeert.

5. Veiligheid inzake kernenergie.

Een lid vraagt waarmee de uitdrukking « veiligheid inzake kernenergie », die in punt 7 van artikel 11.03 van het ontwerp van begroting voorkomt, overeenstemt (blz. 7).

De Minister antwoordt dat, wat het Ministerie van Justitie betreft, de woorden « veiligheid inzake kernenergie » betrekking hebben op de uitwerking en de toepassing van specifieke procedures en maatregelen die bestemd zijn om te voorzien in de bescherming van geclassificeerde werkzaamheden op de controle op voornoemde maatregelen en op de toepassing van normale veiligheidsmaatregelen ter bescherming van de personen en goederen, alsmede ter voorkoming van misdrijven door gebruik van de ingewonnen inlichtingen.

Ces procédures découlent notamment de la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire, de l'arrêté royal d'application du 14 mars 1956, du règlement n° 3 de l'Euratom partie intégrante de la législation belge et d'accords bilatéraux de coopération passés par la Belgique pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

6. Immeuble de la rue des Quatre-Bras.

Un membre demande s'il est exact que le nouvel immeuble de la rue des Quatre-Bras, où le département doit installer certains services, ne pourra être occupé qu'avec un retard préjudiciable parce qu'on n'a pas songé en temps utile à le pourvoir d'installations de téléphonie extérieure et intérieure.

Le Ministre répond que le Ministère des Travaux publics a procédé le 8 décembre 1966 à l'adjudication relative à l'installation d'un central téléphonique dans le nouvel immeuble de la rue des Quatre-Bras. Il prendra les mesures provisoires nécessaires pour que l'occupation de l'immeuble en cause ne doive pas être retardée et que les services intéressés puissent émettre et recevoir des communications téléphoniques.

Discussion des articles et vote.

Sauf les éclaircissements demandés par certains commissaires et signalés au cours du présent rapport, les articles du projet n'ont pas donné lieu à discussion.

Les articles et l'ensemble du budget ont été adoptés par 14 voix contre 7.

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,

E.-E. JEUNEHOMME.

Le Président,

A. DE GRYSE.

Die procedures vloeien namelijk voort uit de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie, het desbetreffende koninklijk uitvoeringsbesluit van 14 maart 1956, de verordening n° 3 van Euratom, die een integrerend deel van de Belgische wetgeving uitmaakt, en uit de bilaterale overeenkomsten voor samenwerking welke door België zijn aangegaan met het oog op het vreedzame gebruik van de kernenergie.

6. Gebouw aan de Quatre-Bras-sstraat.

Een lid vraagt of het waar is dat het nieuwe gebouw aan de Quatre-Bras-sstraat, waar het departement bepaalde diensten moet installeren, pas veel later dan werd voorzien zal kunnen betrokken worden, omdat men er niet vroeg genoeg aan gedacht heeft er de nodige interne en externe telefooninstallaties in aan te brengen.

De Minister antwoordt dat het Ministerie van Openbare Werken op 8 december 1966 is overgegaan tot de aanbesteding van de installatie van een telefooncentrale in het nieuwe gebouw aan de Quatre-Bras-sstraat. Hij zal de nodige voorlopige maatregelen treffen om het gebouw tijdig door de diensten te laten betrekken, en ervoor zorgen dat zij telefoongesprekken kunnen voeren.

Bespreking van de artikelen en stemming.

Behoudens de ophelderingen die sommige leden hebben gevraagd en die in het onderhavige verslag zijn verstrekt, gaven de artikelen van het ontwerp generlei aanleiding tot discussie.

De artikelen en de gehele begroting zijn met 14 tegen 7 stemmen goedgekeurd.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

E.E. JEUNEHOMME.

De Voorzitter,

A. DE GRYSE.

ANNEXE 1.

**Détention préventive.
Rappel de certaines prescriptions
de la loi du 20 avril 1874.**

3^e Dir. gén. A. 1^{re} Sect., Litt. P, N^o 25340. — Bruxelles, le 6 mai 1913.

A MM. les procureurs généraux près les cours d'appel.

Les prescriptions de l'article 1^{er}, § 2. et de l'article 2 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive ne sont pas toujours strictement observées.

Certains mandats d'arrêt invoquent des circonstances qui, dans le cas particulier où elles sont spécifiées, ne présentent rien de grave ou d'exceptionnel au sens de l'article 1^{er}, § 2 de la loi.

D'autres se bornent à affirmer l'existence de circonstances graves et exceptionnelles, sans en spécifier aucune, alors que leur spécification prescrite par l'article 2 est, aux yeux du législateur, une formalité substantielle, dont l'omission entraîne la nullité du mandat.

L'exposé des motifs de la loi du 20 avril 1874, le rapport fait à la Chambre des représentants au nom de la commission par M. Thonissen, ne laissent aucun doute sur ce point. Le législateur a voulu, par la désignation expresse des circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé la délivrance du mandat d'arrêt, assurer à l'inculpé une garantie sérieuse contre tout arbitraire.

C'est ce que disait formellement l'Exposé des motifs :

« La commission, qui voit dans cet article 2 l'une des dispositions essentielles du projet, tient à constater, disait d'autre part M. Thonissen, qu'il ne suffira pas qu'on insère dans le mandat une formule générale. Il faudra que les circonstances graves et exceptionnelles soient énumérées et, pour ainsi dire, définies dans chaque espèce. Ce n'est qu'à cette condition que l'article 2 fournira aux inculpés une garantie sérieuse et efficace; c'est une mesure d'autant plus indispensable que, suivant l'article 4, l'inculpé et son défenseur sont admis à discuter devant la chambre du conseil les motifs qui ont déterminé le juge d'instruction à décerner le mandat d'arrêt. »

J'ai l'honneur de vous prier, en conséquence, M. le procureur général, de bien vouloir faire attirer l'attention de MM. les juges d'instruction dans votre ressort sur la nécessité de se conformer scrupuleusement aux prescriptions légales en matière de détention préventive.

Vous voudrez bien, d'autre part, recommander à MM. les procureurs du Roi de veiller à la stricte observation de l'article 2 de la loi du 20 avril 1874. Si l'article 28 du Code d'instruction criminelle les charge de pourvoir à l'exécution des ordonnances du juge d'instruction, ce n'est que pour autant qu'elles soient rendues d'après les règles établies; ils doivent se refuser à l'exécution d'un mandat d'arrêt qui ne satisferait pas au prescrit de l'article 2 de la loi sur la détention préventive.

Le Ministre de la Justice,
H. CARTON DE WIART.

BIJLAGE 1.

**Voorlopige hechtenis.
Herinnering aan sommige bepalingen
van de wet van 20 april 1874.**

3^e Alg. Dir. A. 1^{re} Sect., Litt. P. N^o 25340. — Brussel, 6 mei 1913.

Aan de heren procureurs-generaal bij de Hoven van beroep.

De bepalingen van artikel 1, § 2, en van artikel 2 van de wet van 20 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis worden niet steeds strikt nageleefd.

Bij sommige bevelen tot aanhouding worden omstandigheden aangevoerd die in het bijzondere geval waarin zij gespecificeerd worden, helemaal geen ernstig of buitengewoon karakter vertonen in de zin van artikel 1, § 2, van de wet.

Andere bevestigen alleen maar dat er ernstige en buitengewone omstandigheden zijn, zonder er één nauwkeurig te omschrijven, terwijl de bij artikel 2 voorgeschreven nauwkeurige opgave daarvan voor de wetgever nochtans een wezenlijke formaliteit is, bij gebreke waarvan het bevel ongeldig wordt.

De Memorie van Toelichting bij de wet van 20 april 1874 en het verslag, voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers namens de Commissie door de heer Thonissen uitgebracht, laten over dit punt niet de minste twijfel bestaan. De wetgever heeft de uitdrukkelijke vermelding van de ernstige en buitengewone omstandigheden, die aanleiding gaven tot het verlenen van het bevel tot aanhouding, bedoeld als een ernstige waarborg voor de verdachte tegen willekeur.

Dat staat uitdrukkelijk in de Memorie van Toelichting :

De heer Thonissen verklaarde verder : « De Commissie die dit artikel 2 als een van de essentiële bepalingen van de wet beschouwt, wijst er nadrukkelijk op dat niet mag worden volstaan met het opnemen van een algemene formule in het bevel. De ernstige en buitengewone omstandigheden moeten worden opgesomd en als het ware in ieder bijzonder geval omschreven. Alleen onder die voorwaarde zal artikel 2 de verdachten een ernstige en afdoende waarborg geven; deze maatregel is des te noodzakelijker omdat, volgens artikel 4, de klaagde en zijn verdediger het recht hebben om vóór de Raadkamer de geweegreden te betwisten die voor de onderzoeksrechter aanleiding waren om het bevel tot aanhouding te verlenen. »

Ik heb de eer U dientengevolge te verzoeken, Mijnheer de procureur-generaal, de aandacht van de heren onderzoeksrechters uit Uw ambtsgebied er te willen op vestigen dat de wetsbepalingen inzake de voorlopige hechtenis nauwgezet moeten worden nageleefd.

Gelieve anderzijds de heren procureurs des Konings aan te bevelen ervoor te waken dat artikel 2 van de wet van 20 april 1874 strikt wordt nageleefd. Volgens artikel 23 van het Wetboek van Strafvordering dienen zij weliswaar te zorgen voor de uitvoering van de bevelen van de onderzoeksrechter, doch slechts voor zover die zijn verleend volgens de gevestigde regelen; zij moeten de uitvoering weigeren van een bevel tot aanhouding dat niet zou beantwoorden aan het bepaalde in artikel 2 van de wet betreffende de voorlopige hechtenis.

De Minister van Justitie,
H. CARTON DE WIART.

ANNEXE 2.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration de la Législation
1^{re} Section

Litt. A. P. n° 25340

Bruxelles, le 21 juin 1947.

- (1) Monsieur le Procureur Général
près la Cour d'appel
à Bruxelles - Liège - Gand.
- (2) Monsieur l'Auditeur Général
à Bruxelles.

Monsieur le Procureur Général,
Monsieur l'Auditeur Général,

A diverses reprises, mon département a attiré l'attention des parquets et particulièrement des Procureurs Généraux sur le devoir des autorités judiciaires de n'user, qu'avec la plus extrême circonspection, de leur pouvoir de mettre et de maintenir les inculpés en état de détention préventive.

Des mesures ont, au surplus, été prises en vue d'assurer le contrôle de la détention préventive. C'est ainsi que la circulaire de mon département du 11 juillet 1933 (recueil page 274), prescrit que toute détention préventive subie par un inculpé qui aura fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu, d'un acquittement ou d'une condamnation à l'amende ou à un emprisonnement d'une durée inférieure à celle de la détention préventive subie, donnera lieu à l'envoi d'un rapport exposant les raisons pour lesquelles le mandat d'arrêt a été requis, décerné et maintenu.

Les prescriptions de cette circulaire sont souvent perdues de vue.

Je crois en raison de la gravité particulière que revêt toute atteinte injustifiée à la liberté individuelle, qu'il convient de signaler une fois encore à l'attention de MM. les Procureurs du Roi et de MM. les Juges d'instruction, combien il s'impose de ne délivrer et de maintenir les mandats d'arrêt que dans les limites d'une stricte nécessité et de se conformer scrupuleusement aux prescriptions légales en la matière ainsi que le rappelait la circulaire du 6 mai 1913 (recueil p. 89).

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Procureur Général (Auditeur Général), de vouloir bien donner les instructions nécessaires

- (1) à MM. les Procureurs du Roi de votre Ressort.
- (2) à MM. les Auditeurs militaires.

Pour le Ministre :

Le Directeur délégué,
(Signé) GERARD.

BIJLAGE 2.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

5^e Algemene Directie
1^{ste} Sectie

Litt. A. P. n° 25340

Brussel, de 21^e juni 1947.

- (1) Aan de Heer Procureur-generaal
bij het Hof van beroep
te Brussel - Luik - Gent.
- (2) Aan de Heer Auditeur-generaal
te Brussel.

Mijnheer de Procureur-generaal,
Mijnheer de Auditeur-generaal,

Herhaaldelijk heeft mijn departement de aandacht van de parketten en vooral van de Procureuren-generaal op de plicht van de rechterlijke overheden gevestigd dat zij alleen maar met de uiterste omzichtigheid gebruik moeten maken van hun macht om de verdachten in voorarrest te stellen en te behouden.

Bovendien werden maatregelen getroffen om de controle over de preventieve hechtenis te verzekeren. Aldus werd bij rondzendbrief van mijn departement van 11 juli 1933, verzameling bladzijde 274, voorgescreven dat alle voorarrest ondergaan door een verdachte ten aanzien van wie een bevel tot buitenvervolginstelling, een vrijspraak of een veroordeling tot een geldboete of tot een gevangenisstraf van kortere duur dan de ondergaane preventieve hechtenis, wordt uitgesproken, aanleiding zal geven tot het toezenden van een verslag waarin wordt vermeld om welke redenen het bevel tot gevangenneming geëist, uitgevaardigd en behouden werd.

De voorschriften van die rondzendbrief worden vaak uit 't oog verloren. Wegens de bijzondere ernst van welke oeverantwoorde inbreuk ook op de persoonlijke vrijheid, meen ik dat het past nogmaals de aandacht van de heren Procureuren des Konings en van de heren Onderzoekersrechters erop te vestigen hoe dringend nodig het is de bevelen tot aanhouding slechts binnen de perken van de strikte noodzakelijkheid af te leveren en te behouden en zich nauwlettend te gedragen naar de ter zake geldende wettelijke voorschriften, zoals eraan herinnerd werd bij rondzendbrief van 6 mei 1913 (verzameling bladz. 89).

Ik heb de eer U te verzoeken, Mijnheer de Procureur-generaal (Auditeur-generaal), de nodige onderrichtingen te geven

- (1) aan de heren Procureuren des Konings in uw rechtsgebied.
- (2) aan de heren Krijgsauditeuren.

Voor de Minister :

De gemachtigde Directeur,
(w.g.) GERARD.

ANNEXE 3.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration de la Législation
1^{re} Section

Litt. A. P. n° 25340

Bruxelles, le 9 mars 1955.

A Monsieur le Procureur Général
près la Cour d'Appel
Bruxelles - Liège - Gand.
Monsieur l'Auditeur Général
près la Cour Militaire,
Bruxelles.

Monsieur le Procureur Général,
Monsieur l'Auditeur Général,

Au cours de la discussion du budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, plusieurs membres de la Chambre des Représentants se sont inquiétés du problème des détentions préventives dont le nombre leur paraît trop élevé et la durée trop longue.

Il a également signalé au cours de la même discussion que la lenteur d'enquêtes et d'instructions judiciaires avait parfois des conséquences matérielles et morales graves pour le prévenu. Tel est le cas, lorsque celui-ci subit une longue détention préventive avant d'être finalement acquitté ou condamné à une peine inférieure à la durée de la détention déjà subie.

De nombreuses circulaires ont témoigné du souci de mes prédécesseurs de maintenir la détention préventive dans les strictes limites que la loi du 20 avril 1874 lui a tracées (1).

En vertu de l'article 1^{er} de cette loi, le mandat d'arrêt doit rester l'exception si le fait n'est pas réprimé d'une peine atteignant au moins quinze ans de travaux forcés. Le dit article dispose, en effet, que, dans ce cas, et si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne peut décerner mandat d'arrêt que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Plus l'écart est grand entre la peine portée contre l'infraction et la peine de quinze ans de travaux forcés, plus il importe de peser davantage les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient le mandat d'arrêt dans l'intérêt de la sécurité publique.

Par ailleurs, lorsque des circonstances graves ont justifié la mise sous mandat d'arrêt d'un inculpé, la prolongation de cette détention ne peut être requise par le ministère public lorsque ces circonstances ont cessé d'exister.

Enfin, je pense que l'attention des parquets doit être retenue par la considération que la diligence des enquêtes et instructions est de la plus grande importance pour l'administration d'une bonne justice.

La promptitude de la décision à intervenir est indispensable parce que moins il s'écoulera de temps entre elle et le fait incriminé, plus sera forte et durable la conception que se fera le justiciable de la Justice.

Il est essentiel que la personne qui sera renvoyée des poursuites ou acquittée le soit dans le plus bref délai possible; il est tout aussi important que celle qui sera condamnée le soit avant que la gravité des faits ne s'atténue dans les esprits.

Aussi, ai-je l'honneur de vous prier de vouloir bien rappeler ces considérations ainsi que les diverses circulaires sur la matière à l'attention de MM. les Procureurs du Roi (Auditeurs militaires) en les invitant à s'en inspirer.

J'attacherai du prix à ce que leur soient également rappelées, les dispositions de l'article 26 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. Bien que les règles applicables à la procédure prévue par cet article ne soient pas prescrites à peine de nullité, il me paraît du plus haut intérêt qu'elles soient respectées.

Le Ministre,

A. LILAR.

(1) Voir les circulaires des 24 novembre 1892, 28 décembre 1907, 6 mai 1913, 29 avril 1919, 10 novembre 1925, 8 février 1928, 24 mars 1931, 11 juillet 1933 et 21 juin 1947.

BIJLAGE 3.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Bestuur der Wetgeving
1^{ste} Sectie

Litt. A. P. n° 25340

Brussel, de 9^e maart 1955.

Aan de Heer Procureur-generaal
bij het Hof van Beroep
te Brussel - Gent - Luik.
Mijnheer de Auditeur-generaal
bij het Militair Gerechtshof
te Brussel.

Mijnheer de Procureur-generaal,
Mijnheer de Auditeur-generaal,

Tijdens de bespreking van de begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1955 hebben verschillende leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zich bezorgd gemaakt over het probleem der voorlopige hechtenissen die, naar het hun lijkt, te talrijk en te langdurig zijn.

Tijdens dezelfde bespreking werd er eveneens op gewezen dat de trage gang van de gerechtelijke enquêtes en onderzoeken voor de beklaagde soms ernstige materiële en zedelijke gevolgen had. Zulks is het geval wanneer hij een lange voorlopige hechtenis ondergaat vooraleer uiteindelijk vrijgesproken te worden of veroordeeld tot een kleinere straf dan de reeds ondergane hechtenis.

Uit tal van omzendbrieven is gebleken dat mijn voorgangers erom bekommerd waren de voorlopige hechtenis strikt binnen de perken te houden die de wet van 20 april 1874 er voor had afgebakend (1).

Krachtens artikel 1 van die wet moet het bevel tot aanhouding de uitzondering blijven indien het feit niet gestraft wordt met een straf die ten minste vijftien jaar dwangarbeid bereikt. Bedoeld artikel bepaalt immers dat in dit geval en indien de verdachte zijn verblijf in België heeft, de rechter geen bevel tot aanhouding kan verlenen dan in gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden, wanneer die maatregel door het belang van de openbare veiligheid wordt vereist.

Hoe groter het verschil is tussen de op het misdrijf gestelde straf en de straf van vijftien jaar dwangarbeid, hoe meer het erop aankomt de gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden af te wegen, waardoor het bevel tot aanhouding in het belang van de openbare veiligheid gerechtvaardigd is.

Wanneer het bovendien wegens gewichtige omstandigheden verantwoord was een verdachte onder bevel tot aanhouding te stellen, kan het openbaar ministerie de verlenging van die hechtenis niet vorderen wanneer die omstandigheden niet meer bestaan.

Ten slotte meen ik dat de aandacht van de parketten moet gaan naar de overweging dat het voor een goede rechtsbedeling van het grootste belang is dat de enquêtes en onderzoeken met bekwaam spoed geschieden.

Het is onontbeerlijk dat de te nemen beslissing vlug gewezen wordt, want hoe minder tijd er tussen die beslissing en het ten laste gelegd feit zal verlopen hoe sterker en duurzamer het denkbeeld zal zijn dat de rechtsoverheid zich over het gerecht zal vormen.

Het is volstrekt noodzakelijk, indien de persoon dient buiten vervolging gesteld of vrijgesproken, dat zulks zo spoedig mogelijk geschiede; indien hij dient veroordeeld, is het van evenveel belang dat zulks geschiede vooraleer de zwaarte der feiten in de geesten zou verminderen.

Ik heb dan ook de eer U te verzoeken opnieuw de aandacht van de heren Krijgsauditeurs (Procureurs des Konings) te vestigen op die beschouwingen, alsook op de verschillende omzendbrieven ter zake, en hen tevens aan te zetten ze in overweging te nemen.

Ik zou er prijs op stellen dat men hen eveneens het bepaalde van artikel 26 der wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis in herinnering zou brengen. Alhoewel de regels, die van toepassing zijn op de in dit artikel bepaalde rechtspleging, niet op straffe van nietigheid zijn voorgeschreven, lijkt het mij van het hoogste belang dat ze zouden in acht genomen worden.

De Minister,

A. LILAR.

(1) Zie de omzendbrieven van 24 november 1892, 28 december 1907, 6 mei 1913, 29 april 1919, 10 november 1925, 8 februari 1928, 24 maart 1931, 11 juli 1933 en 21 juni 1947.

ANNEXE 4.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration de la Législation
1^{re} Section

N° 25340 P.

Bruxelles, le 19 septembre 1957.

A Monsieur le Procureur Général
près la Cour d'appel,
à Bruxelles - Gand - Liège.

Monsieur le Procureur Général,

Parmi les diverses circulaires que mes honorables prédécesseurs ont adressées à MM. les Procureurs Généraux près les Cours d'appel au sujet de la détention préventive, celle de M. Carton de Wiart du 6 mai 1913 (Recueil des Circulaires, 1913-1914, p. 89) mérite une attention toute spéciale.

Cette circulaire constate que les prescriptions de l'article 1^{er}, § 2 et de l'article 2 de la loi du 20 avril 1874 ne sont pas toujours strictement observées, soit parce que certains mandats d'arrêt invoquent des circonstances, qui, dans le cas particulier où elles sont spécifiées, ne présentent rien de grave ou d'exceptionnel au sens du dit article 1^{er}, § 2, soit parce que d'autres affirment l'existence de circonstances graves et exceptionnelles, sans en spécifier aucune, alors que leur spécification est formellement prescrite par le dit article 2 et constitue donc une formalité substantielle.

La circulaire charge MM. les Procureurs du Roi de veiller à la stricte observation de l'article 2 de la loi du 20 avril 1874 et leur rappelle qu'ils n'ont pas à exécuter les mandats d'arrêt qui ne satisferaient pas au prescrit du dit article.

Ainsi qu'il résulte notamment des discussions sur le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1957 (Voir Sénat, Annales Parlementaires du 4 avril 1957, pages 1188 et 1189), les critiques qui ont donné lieu à cette circulaire sont encore faites de nos jours et le même remède est préconisé.

Je vous saurais gré de bien vouloir rappeler à MM. les Procureurs du Roi de votre ressort la circulaire précitée.

Vous voudrez bien également signaler à leur attention ma circulaire du 9 mars 1955 qui met avant tout l'accent sur la nécessité d'éviter ou d'abrégier la détention préventive dans toute la mesure du possible.

Le Ministre.

BIJLAGE 4.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Administratie der Wetgeving
1^{ste} Sectie

N° 25340 P.

Brussel, de 19^{de} september 1957.

Aan de Heer Procureur-generaal
bij het Hof van beroep
te Brussel - Gent - Luik.

Mijnheer de Procureur-generaal,

Onder de verschillende omzendbrieven die mijn achtbare voorgangers omtrent de voorlopige hechtenis aan de heren procureurs-generaal bij de Hoven van beroep hebben gezonden, verdient deze van de heer Carton de Wiart van 6 mei 1913 (Verzameling der omzendbrieven — 1913-1914 — bl. 89) dat men er een gans bijzondere aandacht aan besteedt.

In deze omzendbrief wordt bevonden dat de voorschriften van artikel 1, § 2, en van artikel 2 van de wet van 20 april 1874 niet steeds strikt worden in acht genomen, ofwel omdat bepaalde bevelen tot aanhouding omstandigheden inroepen waarin, in de bijzondere gevallen waarin ze omschreven worden, niets gewichtigs of uitzonderlijks voorkomt in de zin van bedoeld artikel 1, § 2, ofwel omdat anderen beweren dat er gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden bestaan, zonder er een enkele te omschrijven, terwijl de omschrijving ervan uitdrukkelijk door bedoeld artikel 2 voorgeschreven wordt en dus een wezenlijke formaliteit uitmaakt.

De omzendbrief gelast de heren Procureurs des Konings ervoor te zorgen dat artikel 2 van de wet van 20 april 1874 strikt in acht genomen wordt, en herinnert er hen aan dat zij de bevelen tot aanhouding, die niet zouden voldoen aan de voorschriften van bedoeld artikel, niet behoeven ten uitvoer te leggen.

Zoals ondermeer blijkt uit de besprekingen betreffende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1957 (zie Senaat, Parlementaire Handelingen van 4 april 1957, bladzijden 1188 en 1189), worden de kritieken, die tot deze omzendbrief aanleiding hebben gegeven, thans nog uitgebracht, en wordt dezelfde remedie aan-geprezen.

Ik verzoek U de heren Procureurs des Konings van uw rechtsgebied aan voormelde omzendbrief te herinneren.

Gelieve eveneens hun aandacht te vestigen op mijn omzendbrief van 9 maart 1955, die er vooral nadruk op legt dat het nodig is de voorlopige hechtenis zoveel mogelijk te vermijden of te verkorten.

De Minister.